



Baromètre des TPE



Sondage Ifop pour Fiducial

Vague 73 | Septembre 2023

N° 120254
Contacts Ifop :
Frédéric Dabi / Romain Bendavid / Chloé Tegny
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise
01 45 84 14 44
prenom.nom@ifop.com





01

MÉTHODOLOGIE

MÉTHODOLOGIE

Etude réalisée par l'Ifop pour Fiducial



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1009 dirigeants** de très petites entreprises (TPE) de 0 à 19 salariés.

Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffres d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude.

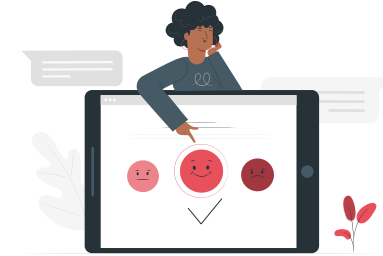
En revanche, celle-ci inclut les auto-entrepreneurs.

Rappels utilisés pour certaines questions

- 2015**
 - **Vague 60** : L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1002 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés. Les interviews ont eu réalisées par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées du 12 au 26 octobre 2015.
- 2016**
 - **Vague 61** : L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1002 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés. Les interviews ont eu réalisées par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées du 28 janvier au 12 février 2016.
- 2017**
 - **Vague 67** : L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 003 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés. Les interviews ont eu réalisées par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées du 3 au 19 juillet 2017.



L'échantillon a été raisonné puis ramené à son poids réel lors du traitement sur les critères suivants : secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation.



Les interviews ont été réalisées par téléphone du 4 au 22 septembre 2023.

A blurred background image of a business meeting. In the foreground, a person's hands are holding a tablet displaying a financial report. The report includes a table, a bar chart, and a line graph. The text on the tablet is partially legible, showing 'Financial report', 'Graph chart', and 'Income statement'.

02

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

A

La conjoncture en France et dans les entreprises



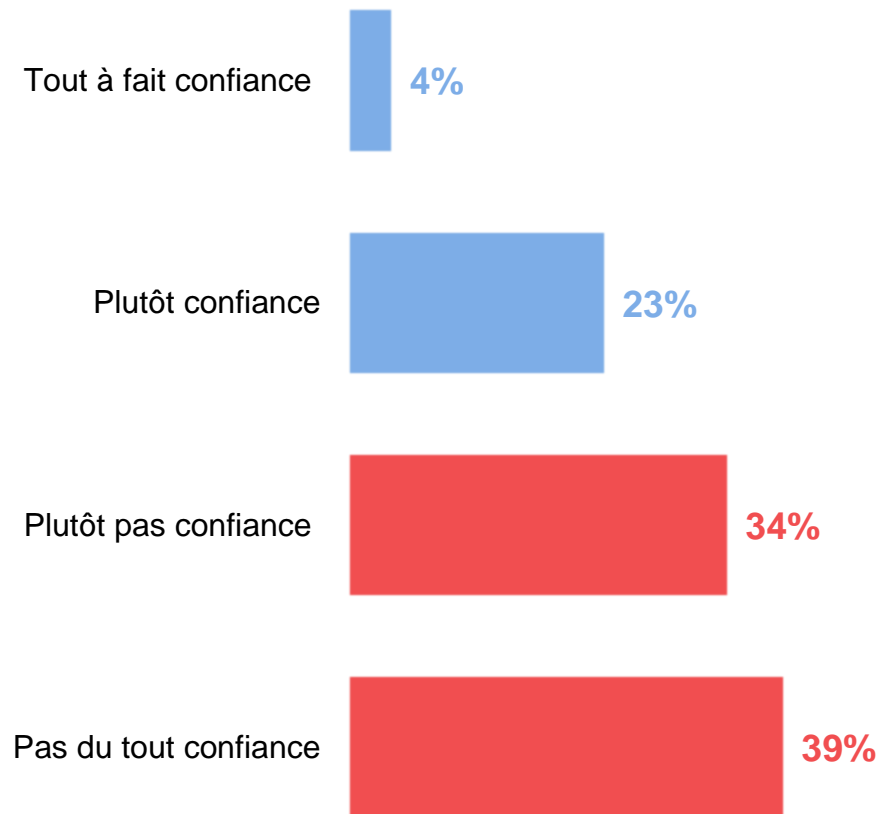
● A.1 ●

***L'action d'Emmanuel Macron
et du gouvernement***



La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?



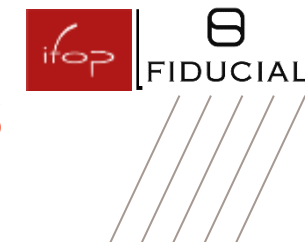
27%

Ont confiance dans les mesures et actions annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement

73%

N'ont pas confiance

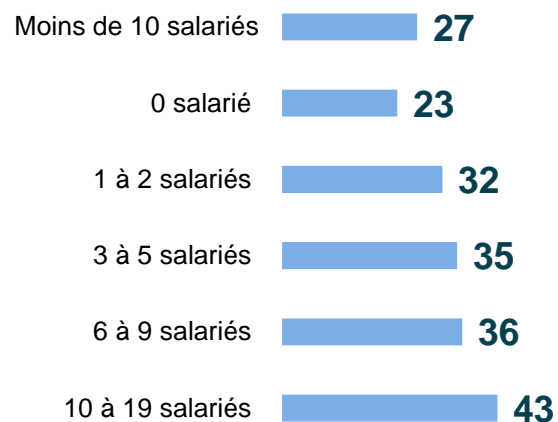
La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement



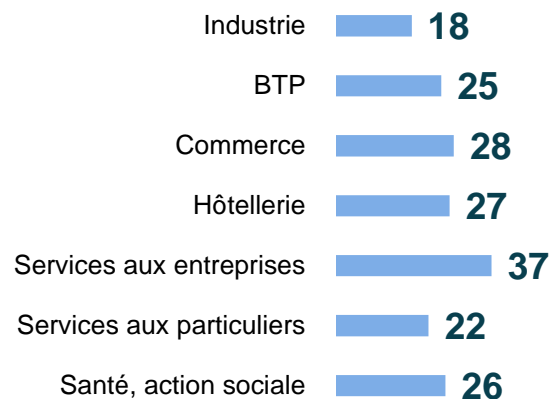
TOTAL CONFIANCE

Moyenne : **27%**

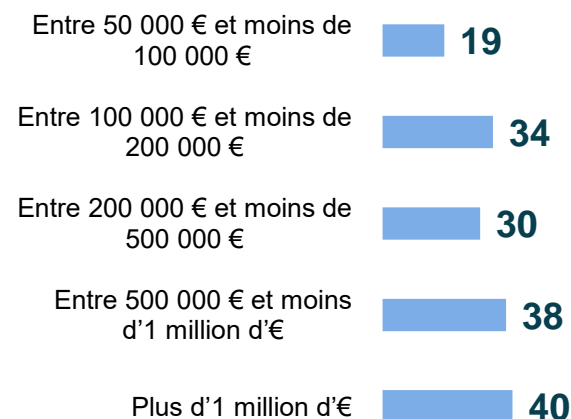
TAILLE D'ENTREPRISE



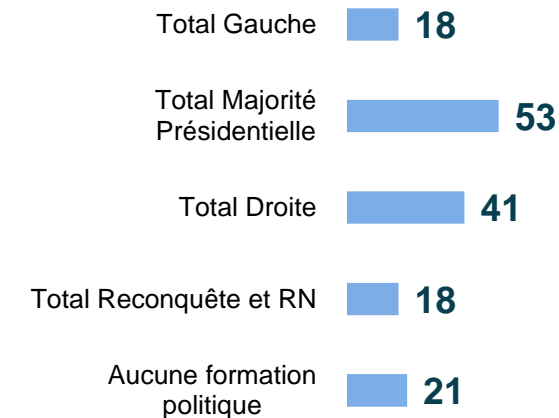
SECTEUR D'ACTIVITÉ



CHIFFRE D'AFFAIRES



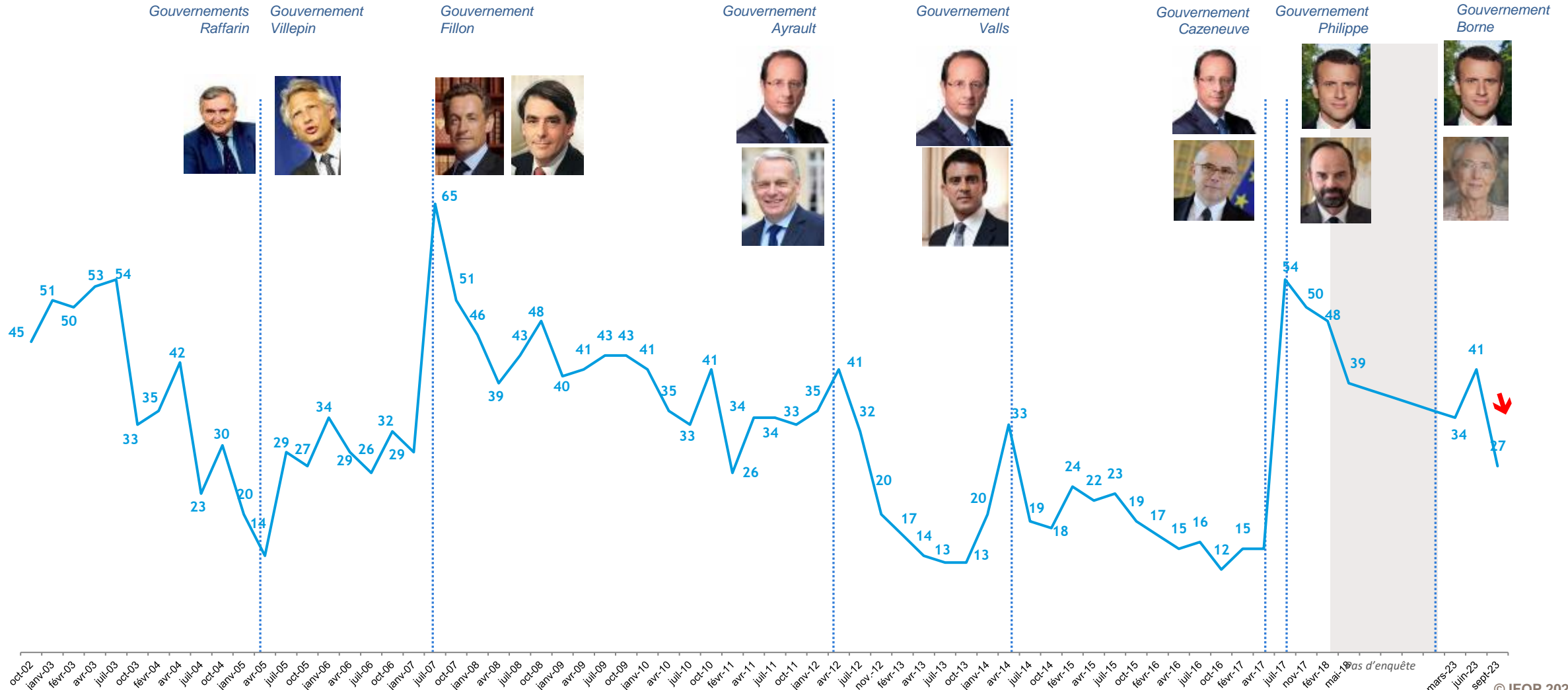
PROXIMITÉ POLITIQUE



La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement - Rappels

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale



● A.2 ●

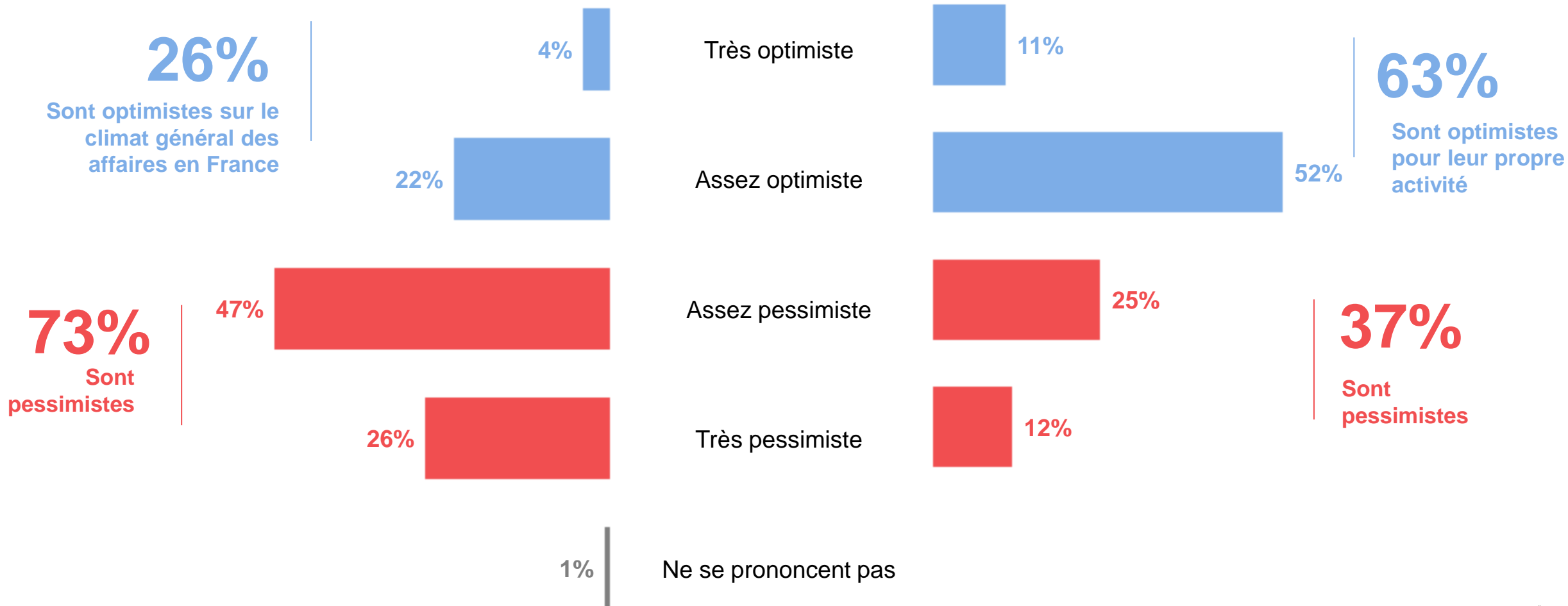
***Le climat général et le moral
des patrons de TPE***



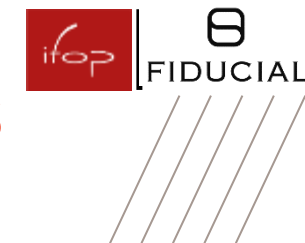
Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?

QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?



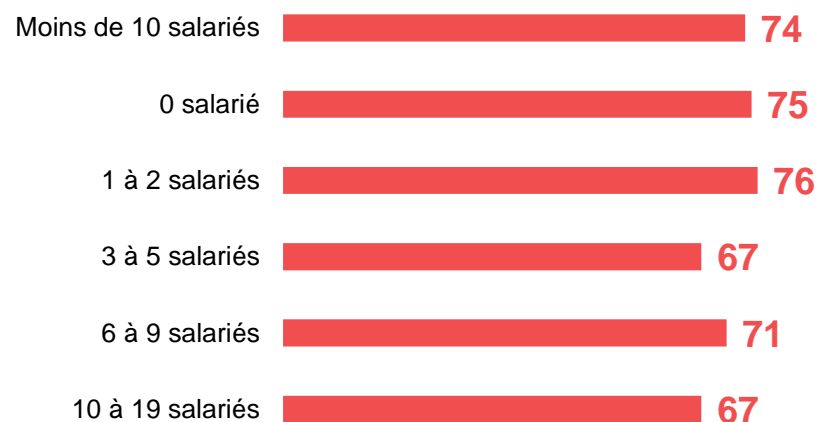
Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France



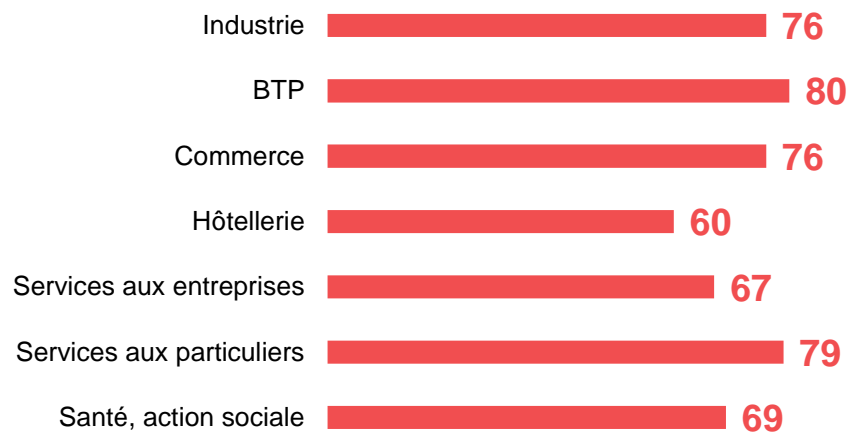
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **73%**

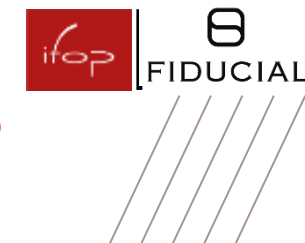
TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



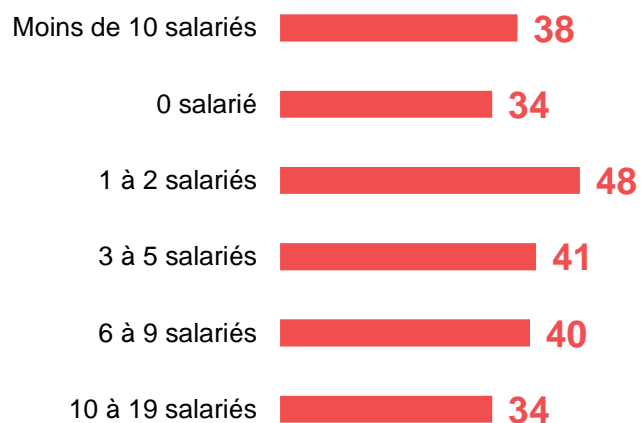
Le niveau d'optimisme vis-à-vis de sa propre activité



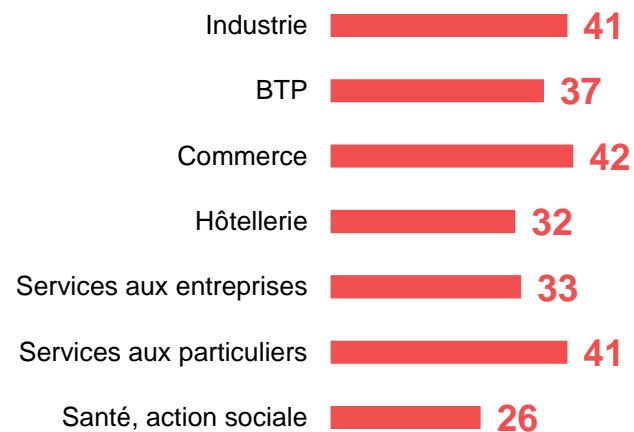
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **37%**

TAILLE D'ENTREPRISE

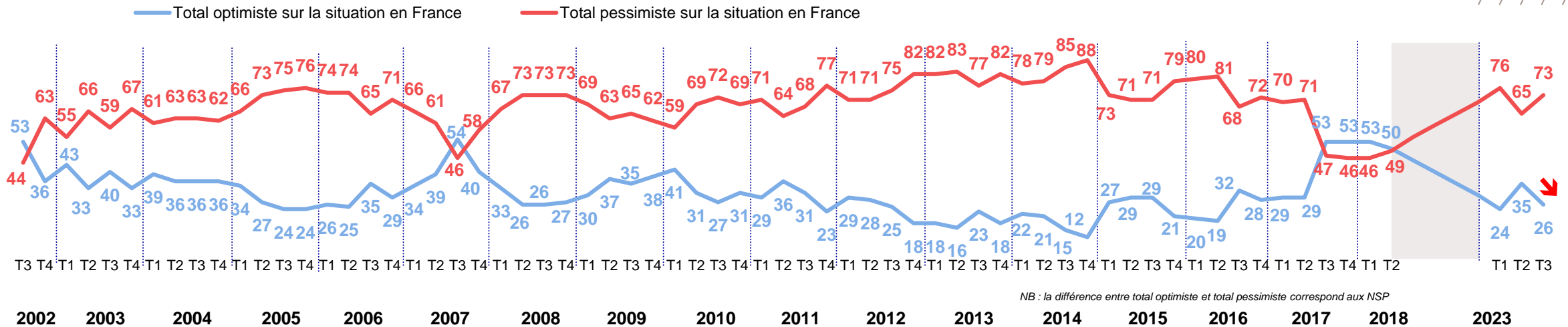


SECTEUR D'ACTIVITÉ

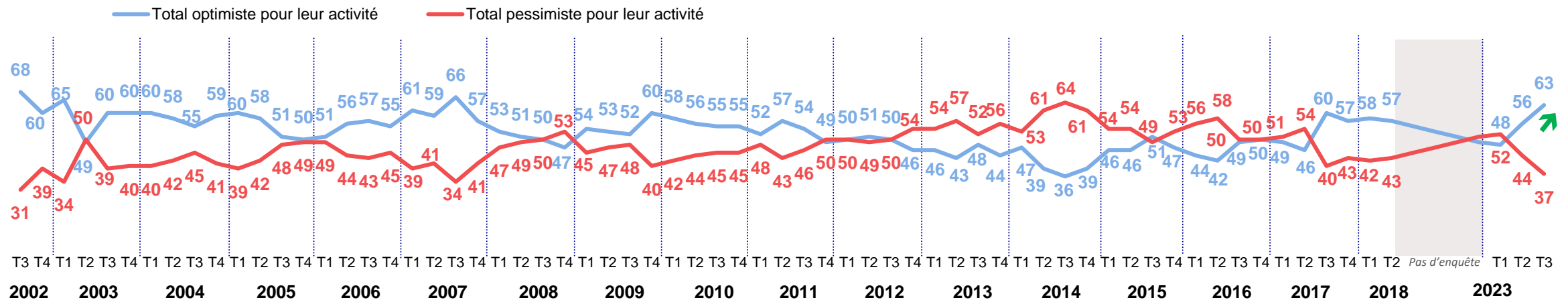


Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité - Rappels

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?



QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?



● A.3 ●

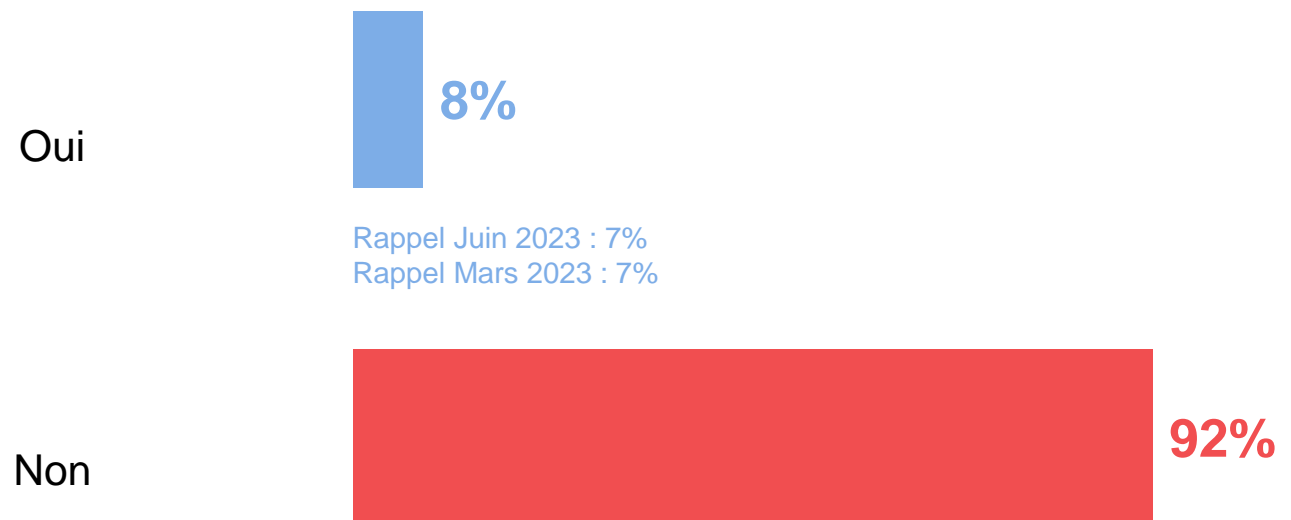
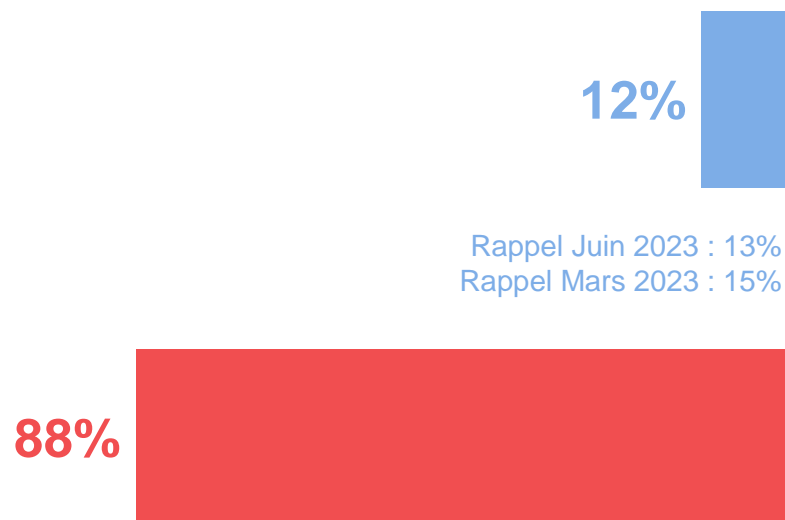
L'emploi dans les TPE



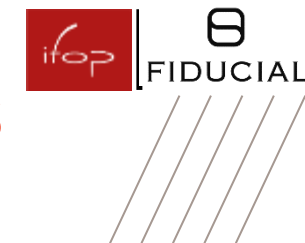
L'embauche et la suppression de personnel depuis 1er juillet 2023 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 septembre 2023

QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er juillet 2023, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 30 septembre 2023 ?

QUESTION : Avez-vous supprimé un ou plusieurs postes de salariés depuis le 1er juillet 2023 que ce personnel soit ou non encore présente dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en supprimer d'ici le 30 septembre 2023 ?



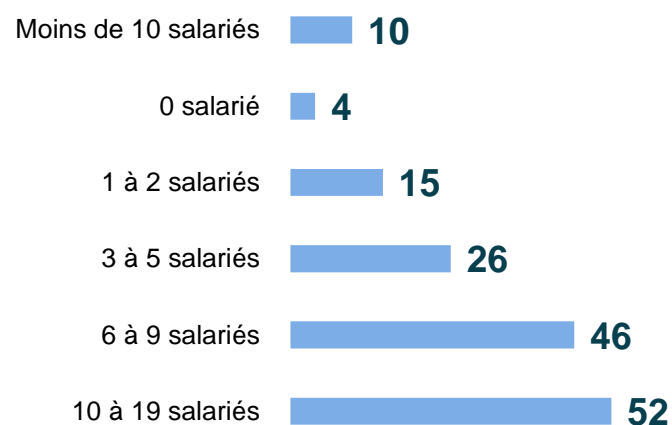
L'embauche de personnel depuis le 1er avril 2023 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 juin 2023



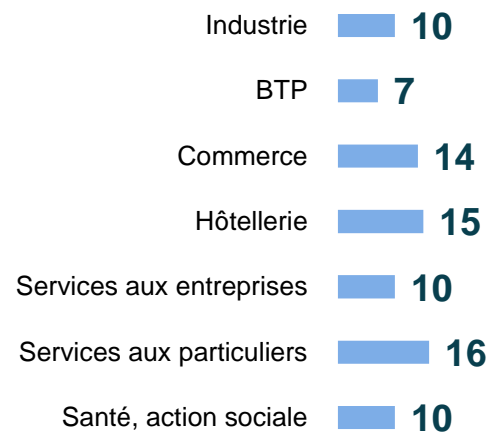
TOTAL OUI

Moyenne : **12%**

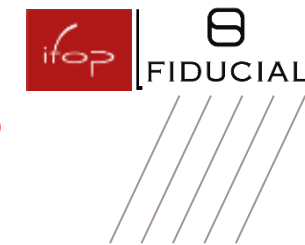
TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



La suppression de postes depuis le 1er avril 2023 ou le fait de l'envisager d'ici le 30 juin 2023



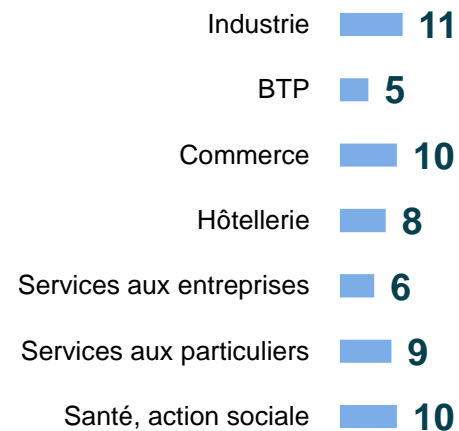
TOTAL OUI

Moyenne : **8%**

TAILLE D'ENTREPRISE

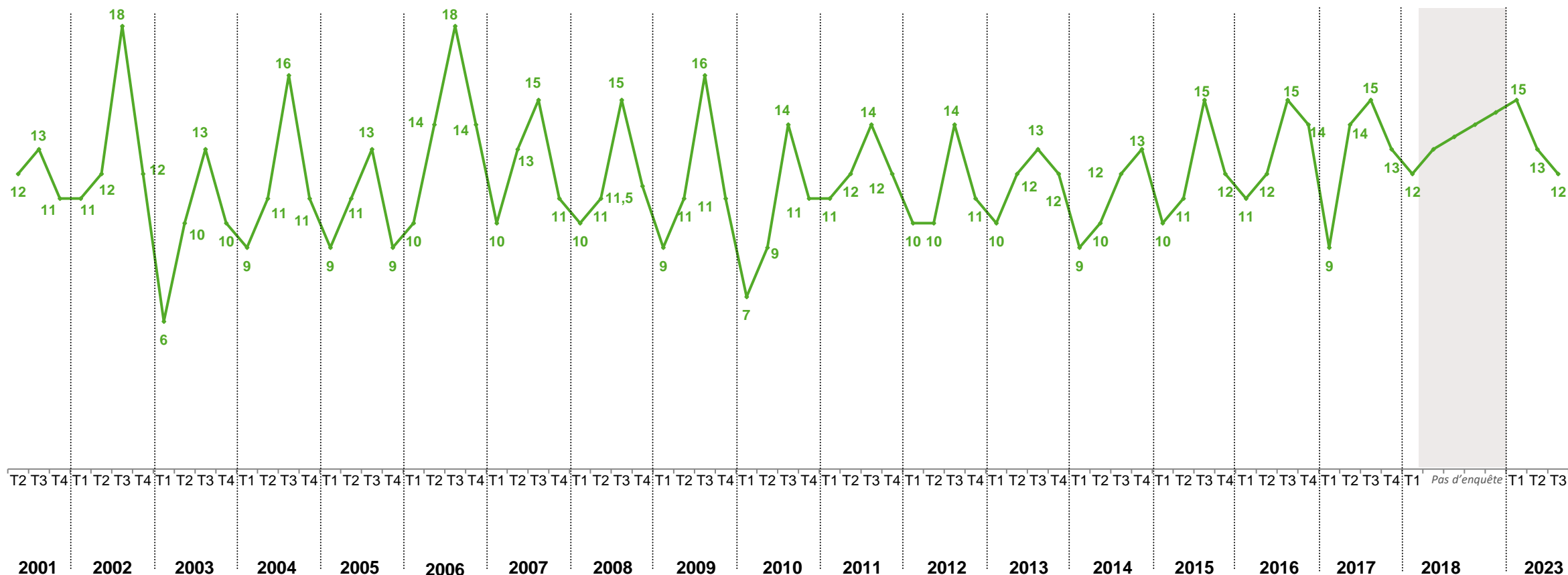


SECTEUR D'ACTIVITÉ



L'embauche de personnel depuis le 1er avril 2023 ou le fait de l'envisager d'ici le 31 juin 2023 - Rappels

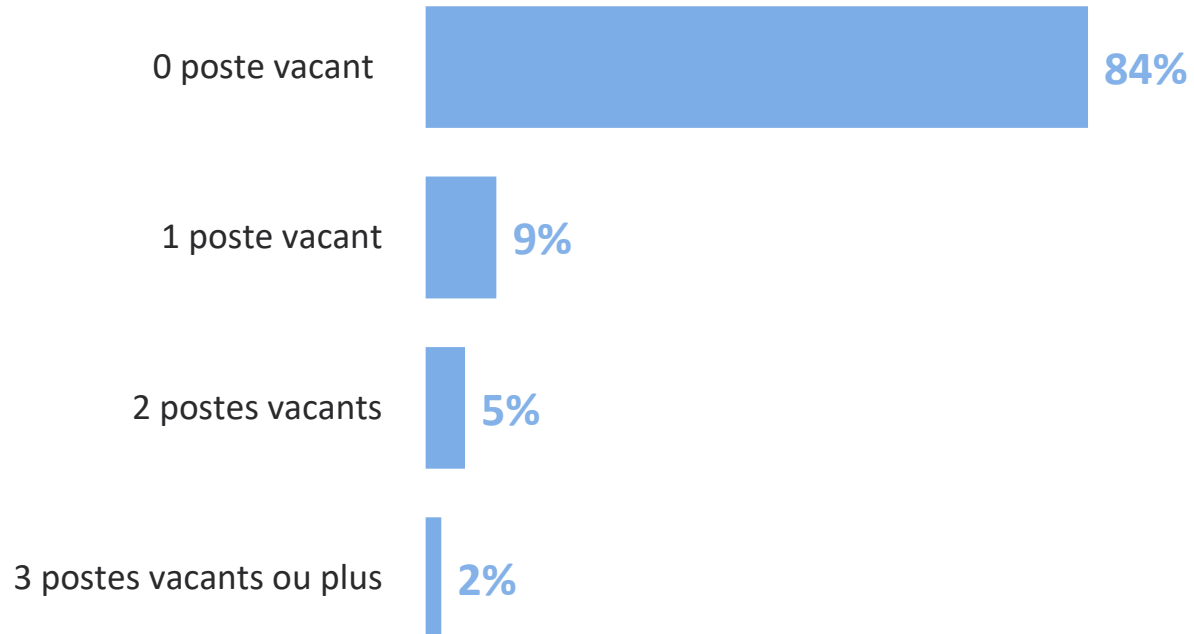
QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er juillet 2023, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 30 septembre 2023 ?



* L'intitulé de la question a été modifié par rapport à la dernière enquête réalisée en 2018 (Vague 70). En 2018, la question était posée comme suit : Avez-vous embauché du personnel entre le 1er janvier et le 31 mars 2018, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise ?

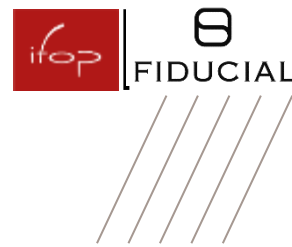
Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats

QUESTION : Combien de postes de travail sont actuellement vacants dans votre entreprise pour lesquels vous êtes en recherche active de candidat, y compris ceux à pourvoir d'ici le 30 septembre 2023 ?



MOYENNE :
0,3
Rappel Juin 2023 : 0,3
Rappel Mars 2023 : 0,3

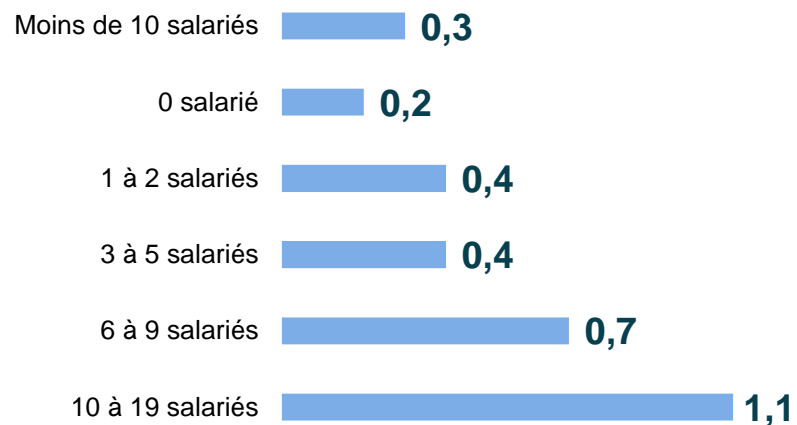
Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats



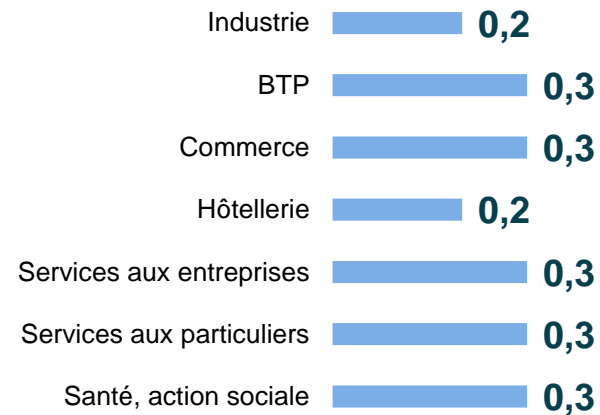
NOMBRE DE POSTES VACANTS EN MOYENNE

Moyenne : **0,3**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



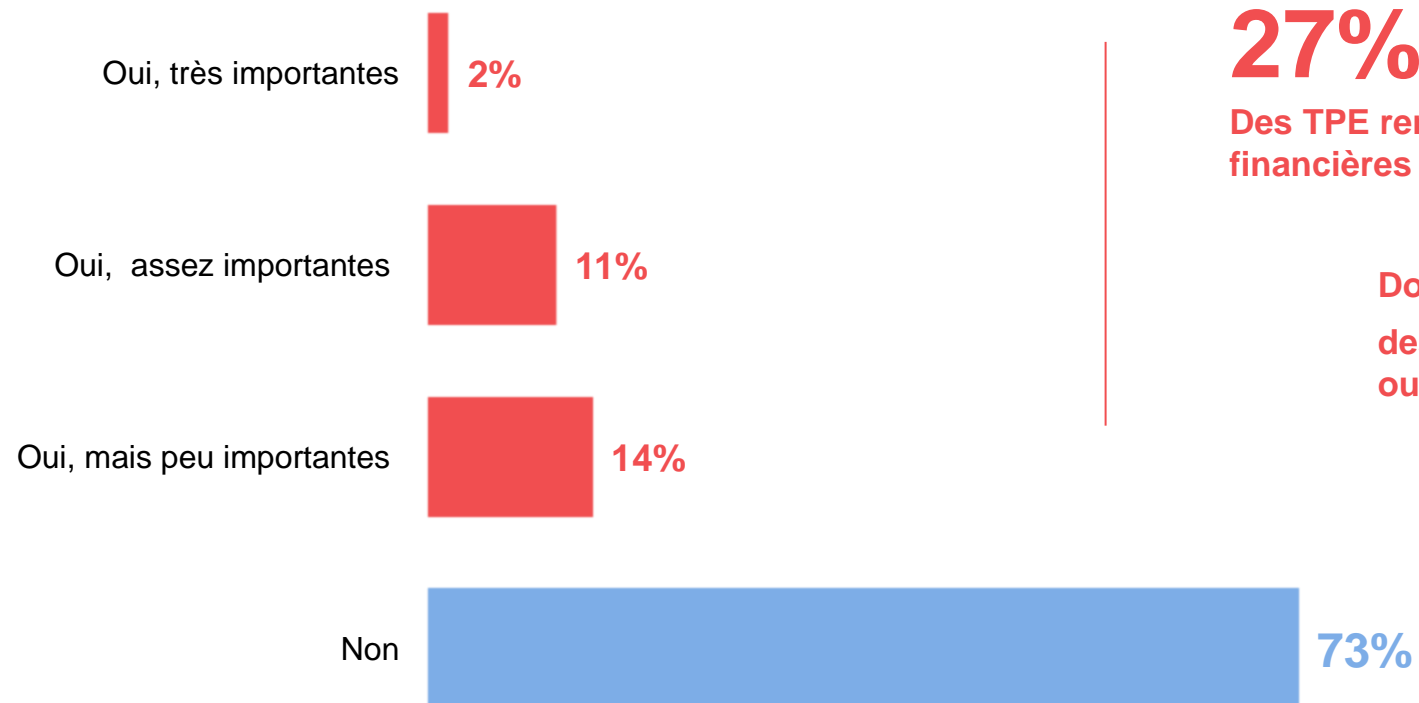
● A.4 ●

Le risque de défaillance



La rencontre de difficultés financières

QUESTION : Votre entreprise rencontre-t-elle aujourd'hui des difficultés financières ?

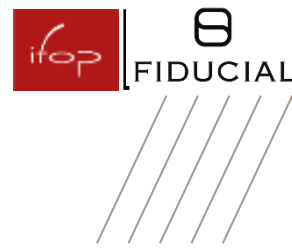


27% Rappel Juin 2023 : 39%
Rappel Mars 2023 : 44%

Des TPE rencontrent des difficultés financières

Dont : **13%** Rappel Juin 2023 : 18%
Rappel Mars 2023 : 22%

des difficultés financières très ou assez importantes



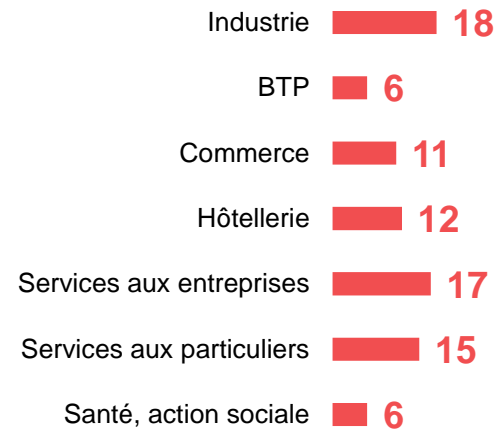
TOTAL DIFFICULTÉS FINANCIÈRES IMPORTANTES (assez ou très)

Moyenne : **13%**

TAILLE D'ENTREPRISE



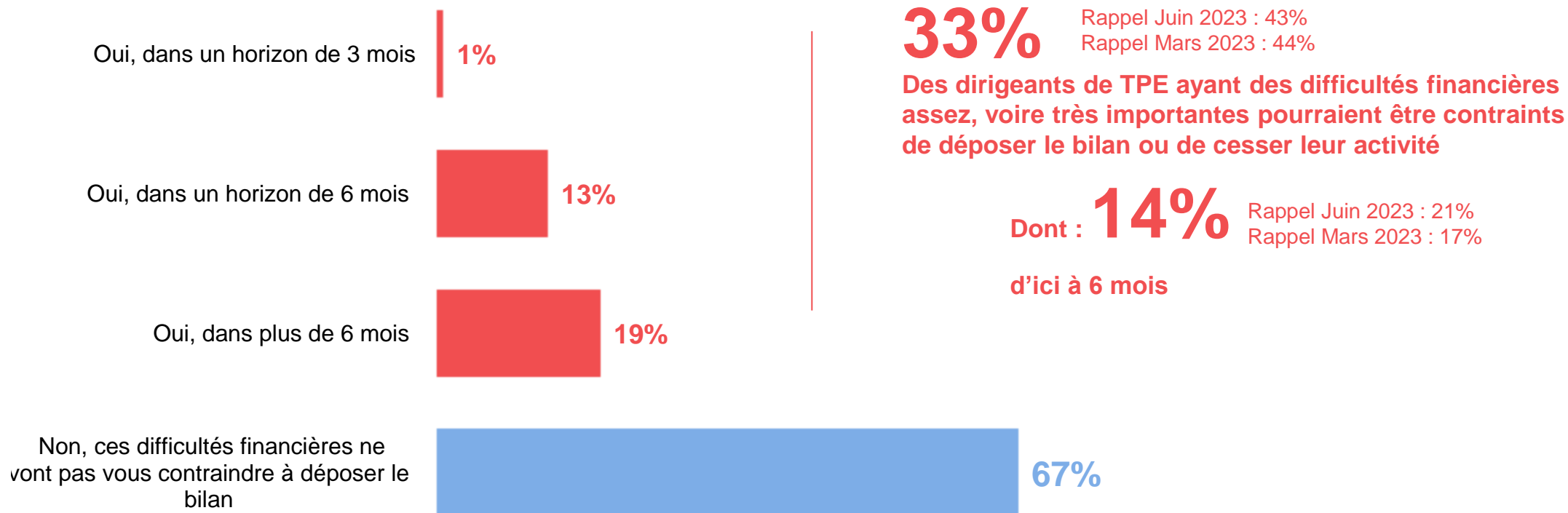
SECTEUR D'ACTIVITÉ



La contrainte de déposer le bilan ou de cesser son activité en raison de difficultés financières

QUESTION : Est-ce que ces difficultés financières vont vous contraindre soit à déposer le bilan, c'est-à-dire vous déclarer en état de cessation des paiements, soit à cesser volontairement votre activité pour ne pas perdre plus ?

Base : Question posée uniquement à ceux dont l'entreprise rencontre des difficultés financières assez voire très importantes, soit 13% de l'échantillon



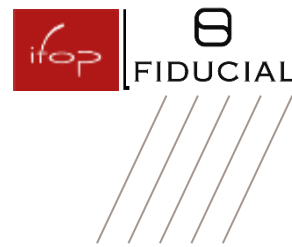
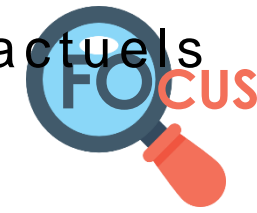
En raison de la faiblesse des effectifs, cette question n'est pas ventilée.

Le renoncement à un emprunt en raison des taux d'intérêt actuels

QUESTION : Votre entreprise a-t-elle récemment renoncé à un emprunt en raison des taux d'intérêt actuels ?



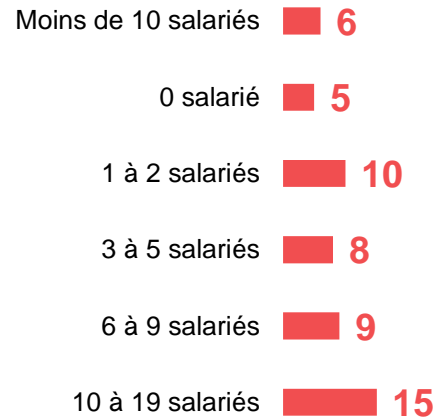
Le renoncement à un emprunt en raison des taux d'intérêt actuels



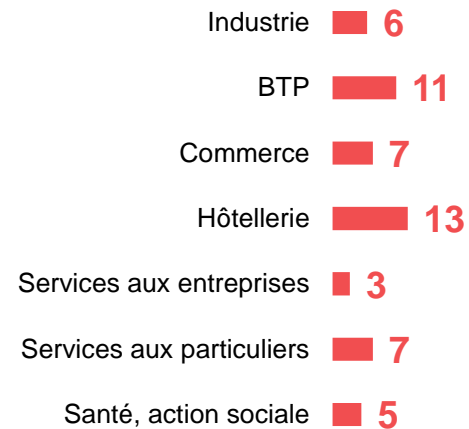
OUI

Moyenne : **7%**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



● B ●

Questions d'actualité



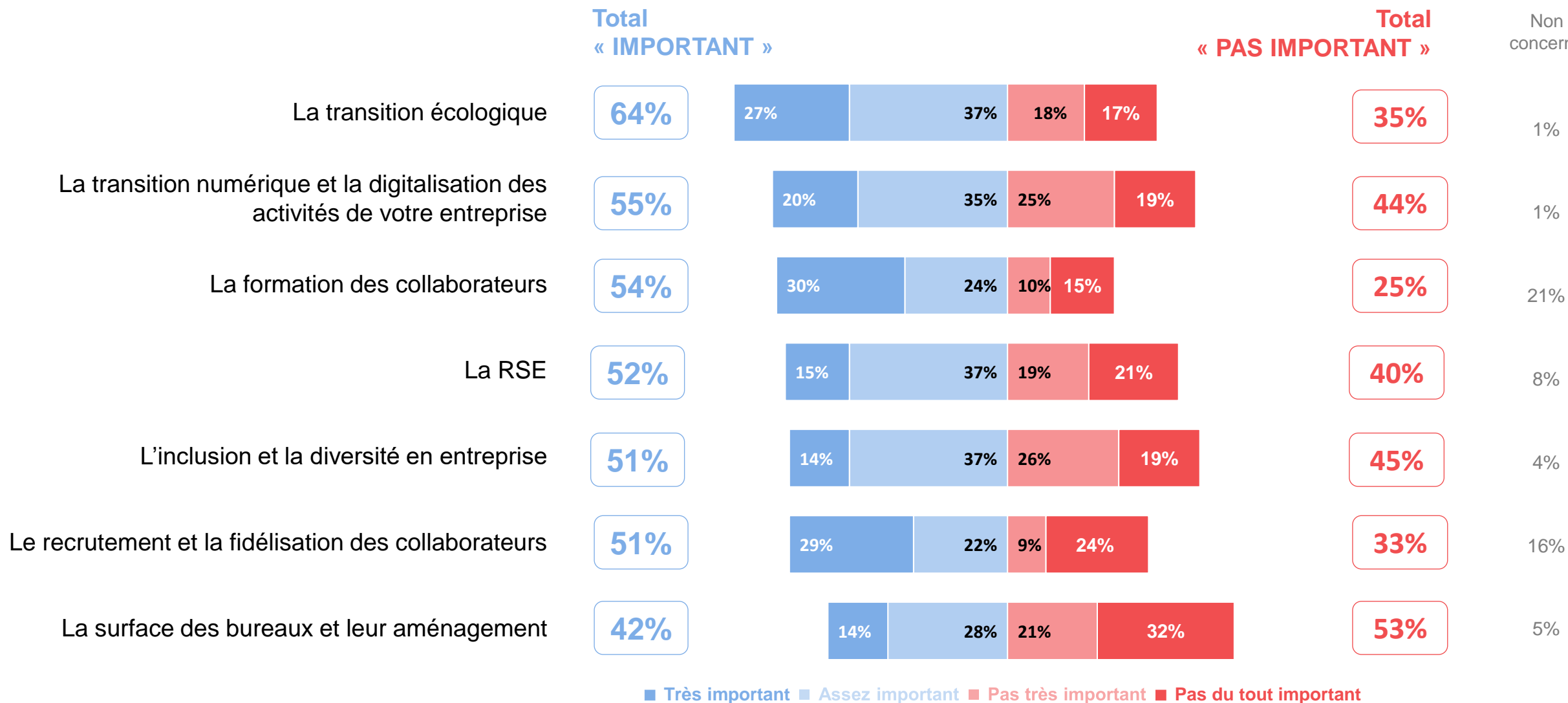
● B.1 ●

L'importance de différents enjeux dans l'entreprise



L'importance de différents enjeux dans l'entreprise

QUESTION : Les sujets suivants représentent-ils actuellement un enjeu important ou pas important dans votre entreprise ?



● B.2 ●

***Focus sur la transition numérique
et la digitalisation des entreprises***

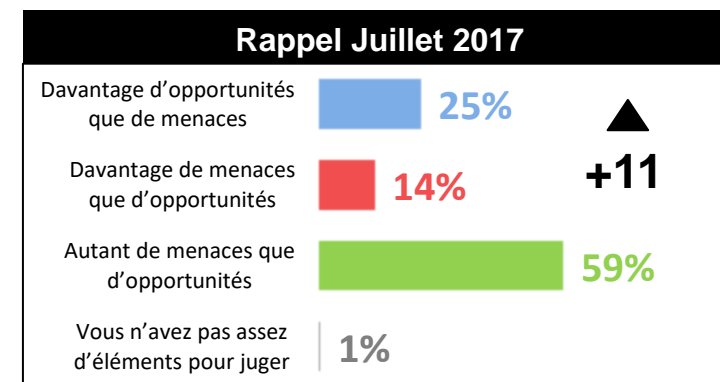
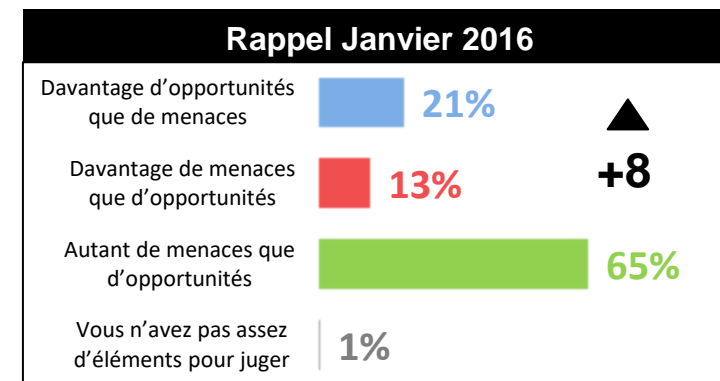
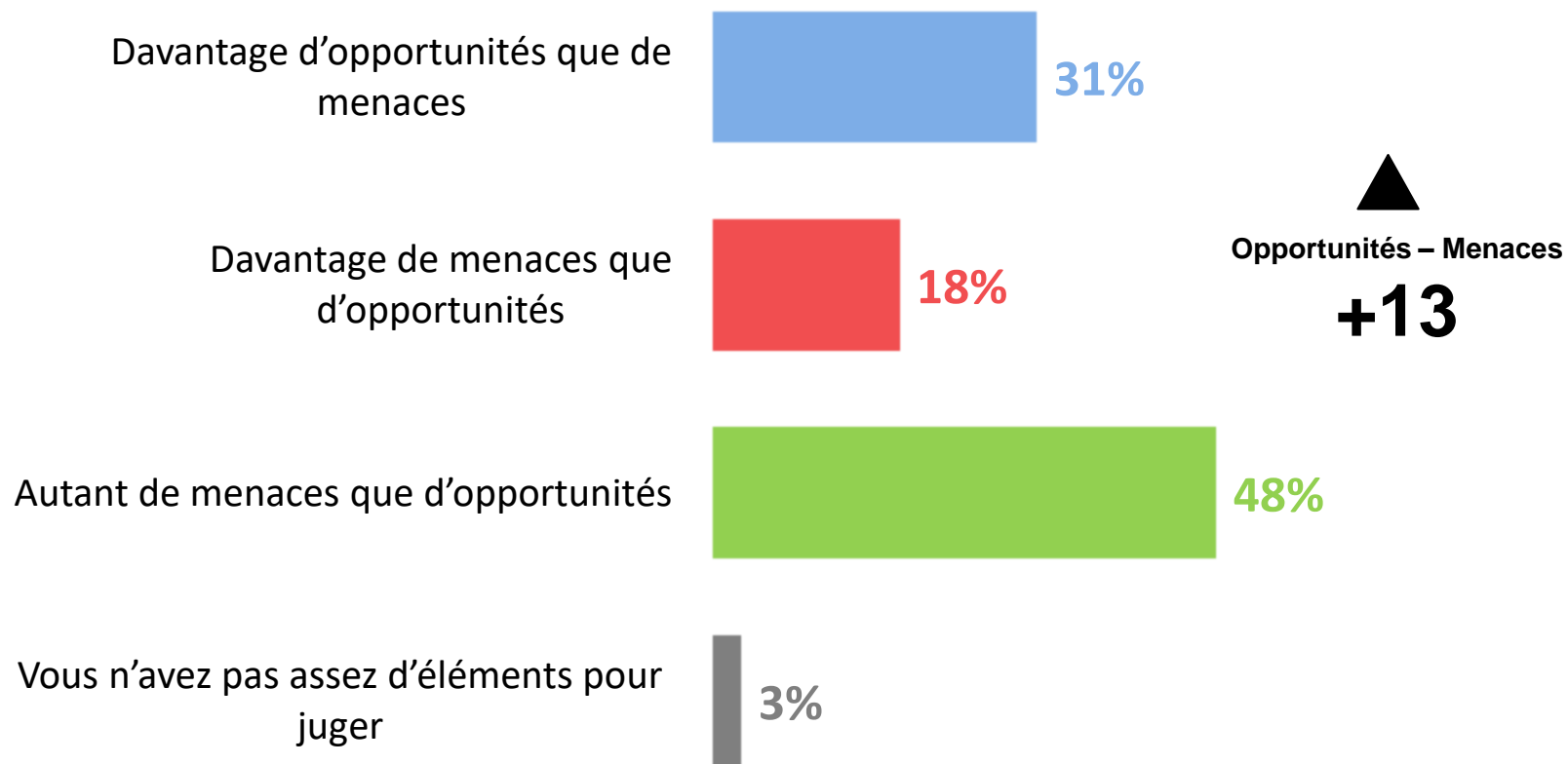


La perception de la transition numérique comme opportunité ou menace

Mise à niveau :

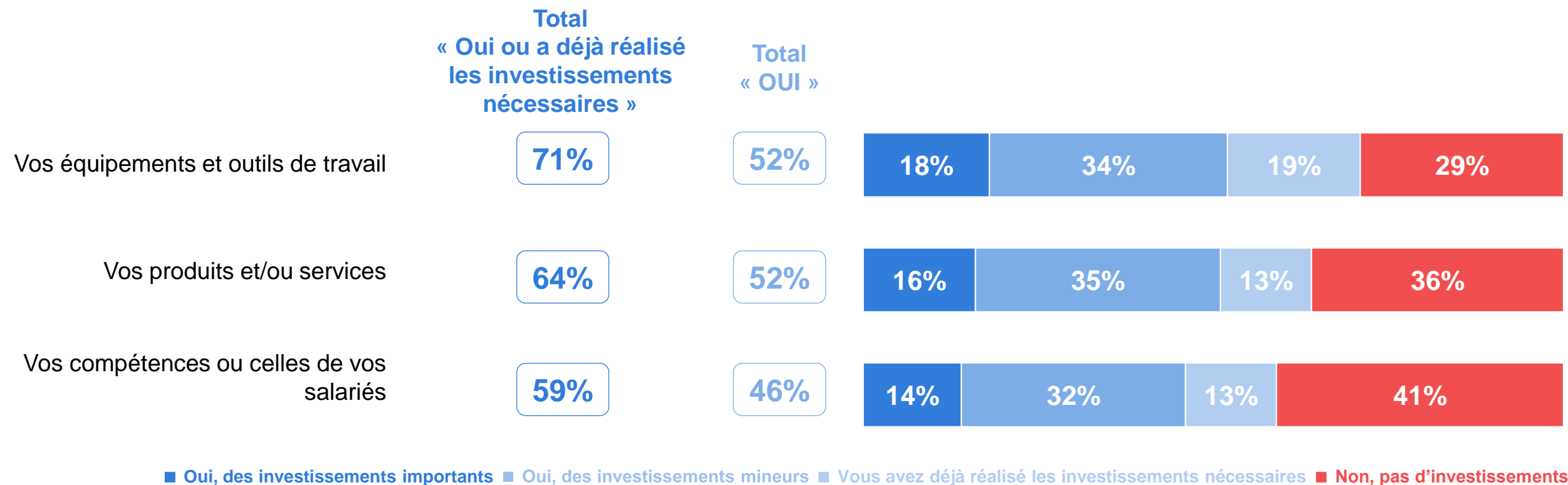
La transition numérique et la digitalisation des entreprises consistent à utiliser les nouvelles technologies numériques pour optimiser l'organisation, la communication ou encore la commercialisation des produits et services de l'entreprise.

QUESTION : Personnellement, diriez-vous que la transition numérique représente... ?



Les investissements nécessaires au cours 5 prochaines années pour adapter l'activité aux enjeux de transition numérique

QUESTION : Estimez-vous que des investissements vont être nécessaires au cours des 5 prochaines années pour adapter votre activité aux enjeux de la transition numérique en ce qui concerne... ?



Récapitulatif

A déjà réalisé ou compte réaliser au moins un investissement au cours des 5 prochaines années sur au moins un aspect



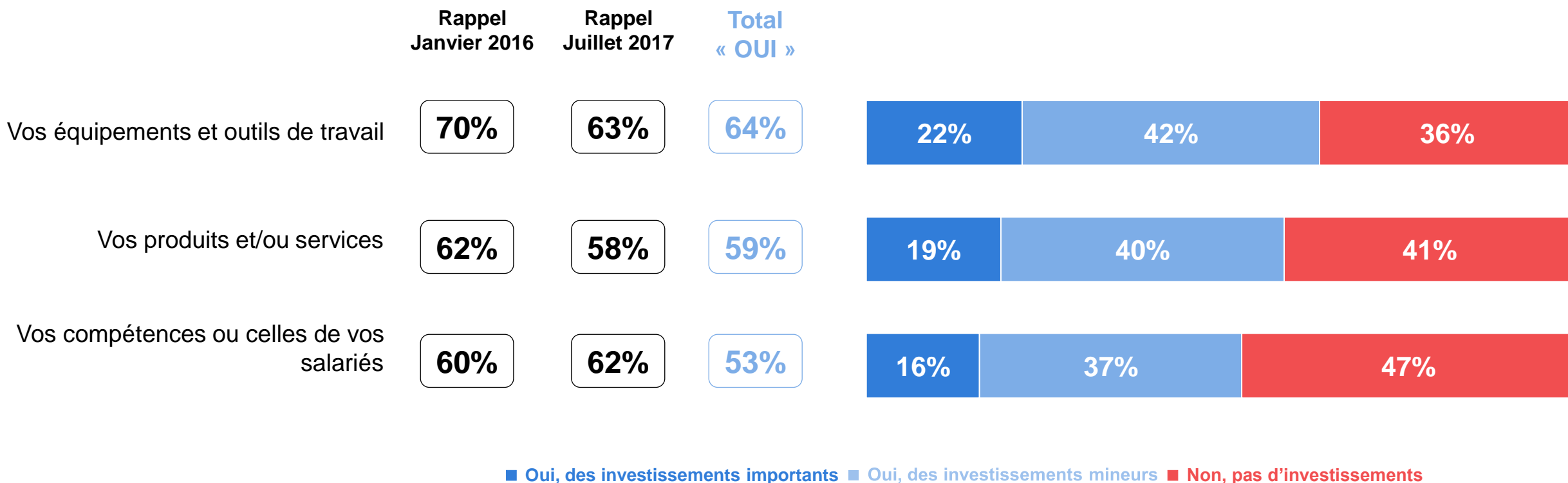
N'a réalisé ou ne compte réaliser aucun investissement



Les investissements nécessaires au cours 5 prochaines années pour adapter l'activité aux enjeux de transition numérique

Base Hors « Vous avez déjà réalisé les investissements nécessaires »

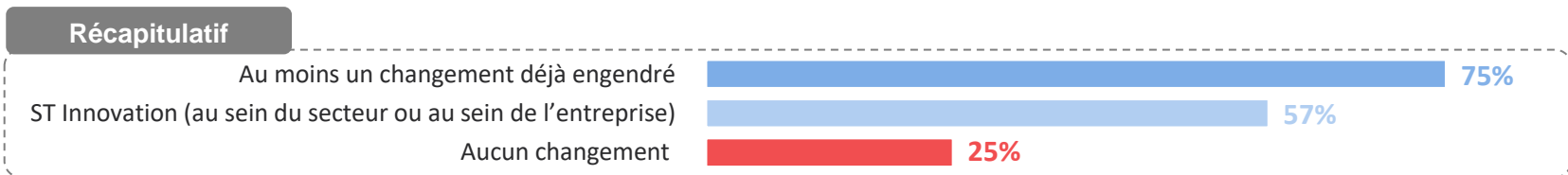
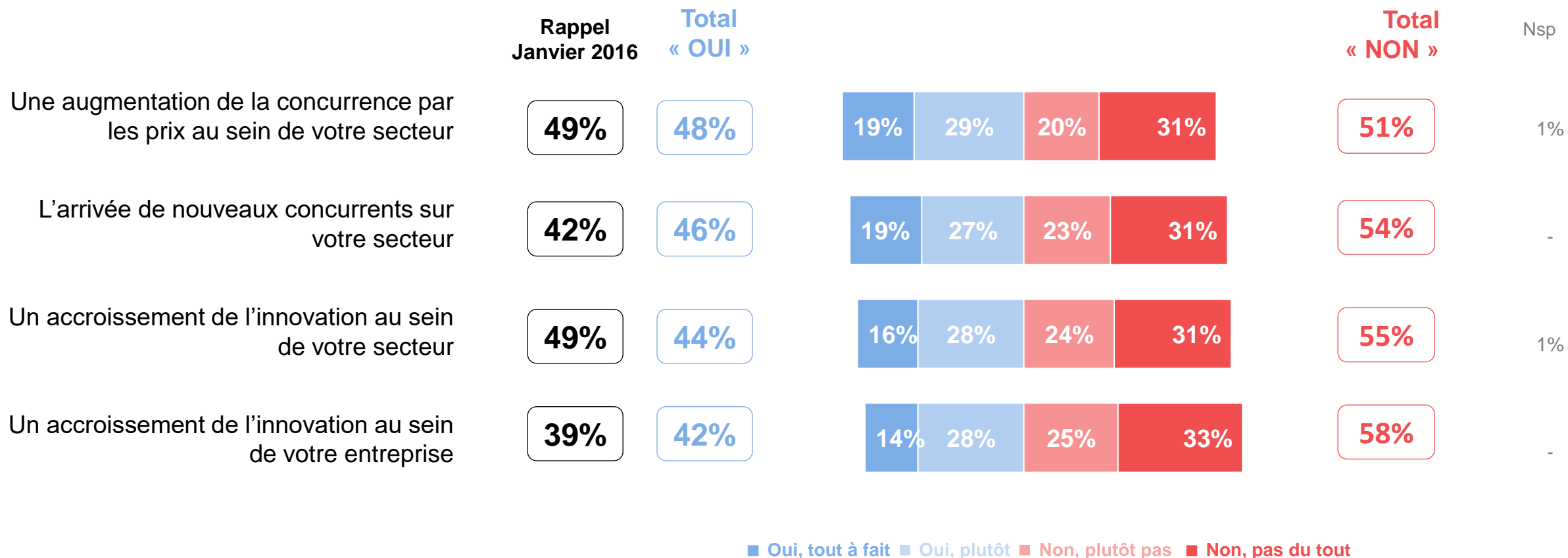
QUESTION : Estimez-vous que des investissements vont être nécessaires au cours des 5 prochaines années pour adapter votre activité aux enjeux de la transition numérique en ce qui concerne... ?



Base 2023 repourcentée hors « Vous avez déjà réalisé les investissements nécessaires »

Les changements déjà engendrés par la transition numérique au sein de l'entreprise

QUESTION : Et diriez-vous que la transition numérique a déjà entraîné... ?



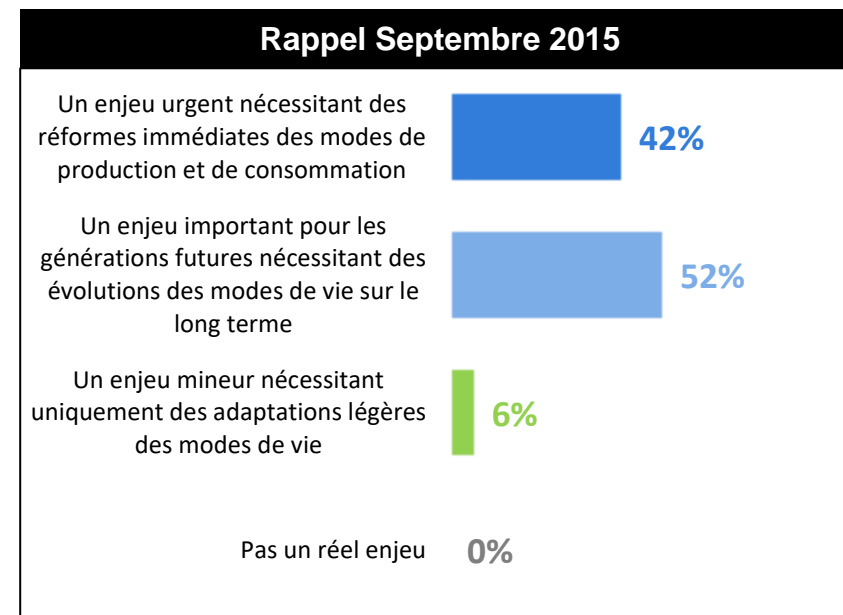
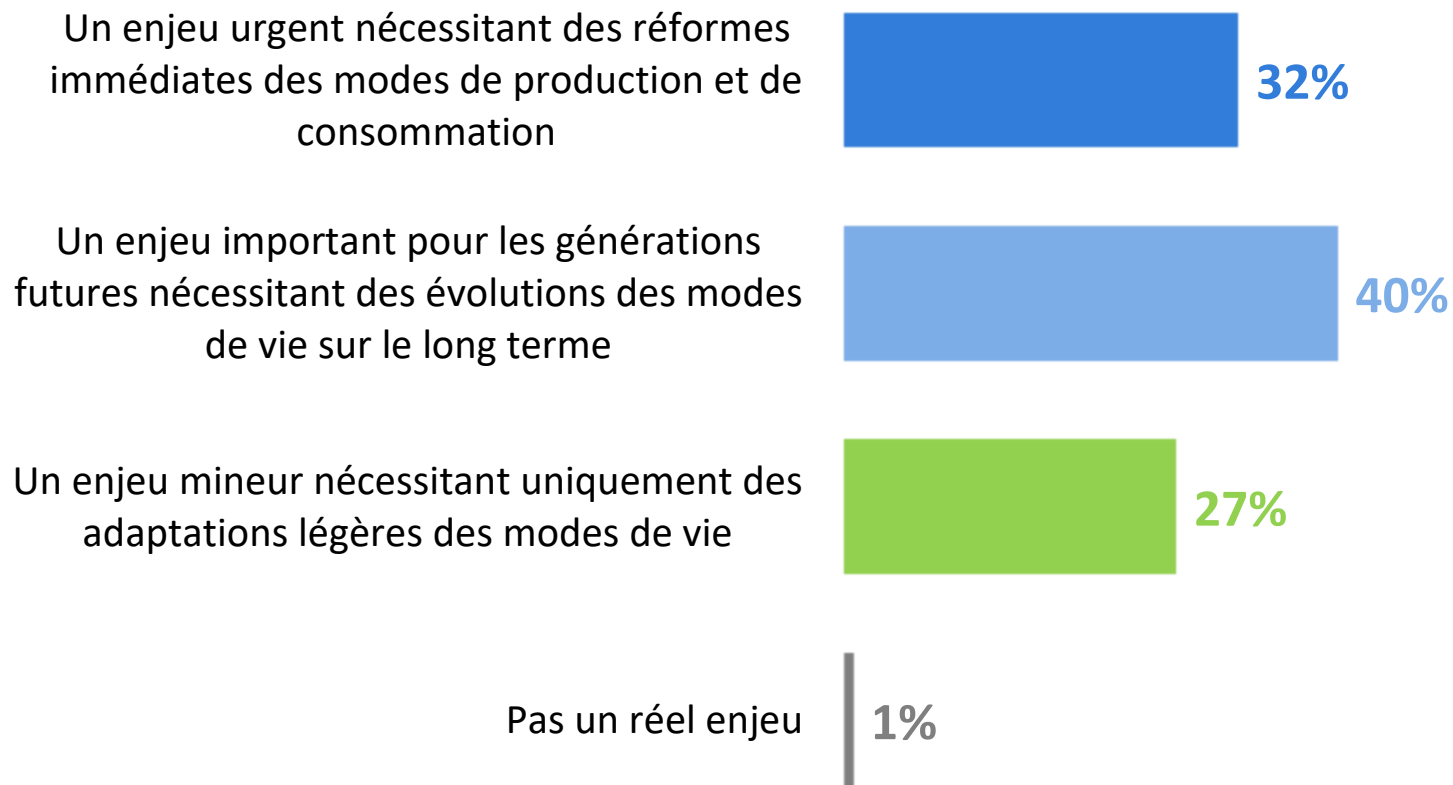
● B.3 ●

***Focus sur la transition écologique
et la responsabilité sociétale et
environnementale des entreprises***



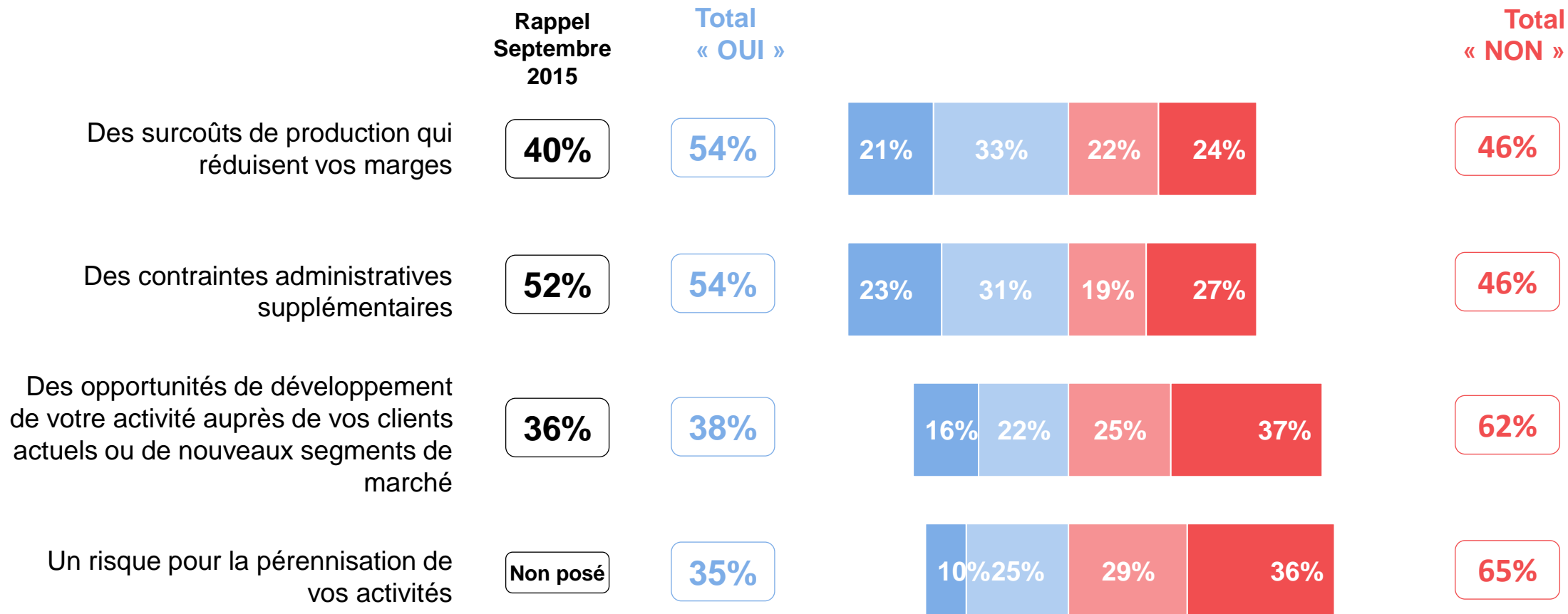
L'enjeu que représente la prise en compte des problématiques environnementales et écologiques en tant que citoyen

QUESTION : Diriez-vous qu'en tant que citoyen, vous estimez que la prise en compte des problématiques environnementales et écologiques est... ?



La perception des répercussions des enjeux environnementaux et écologiques sur l'entreprise

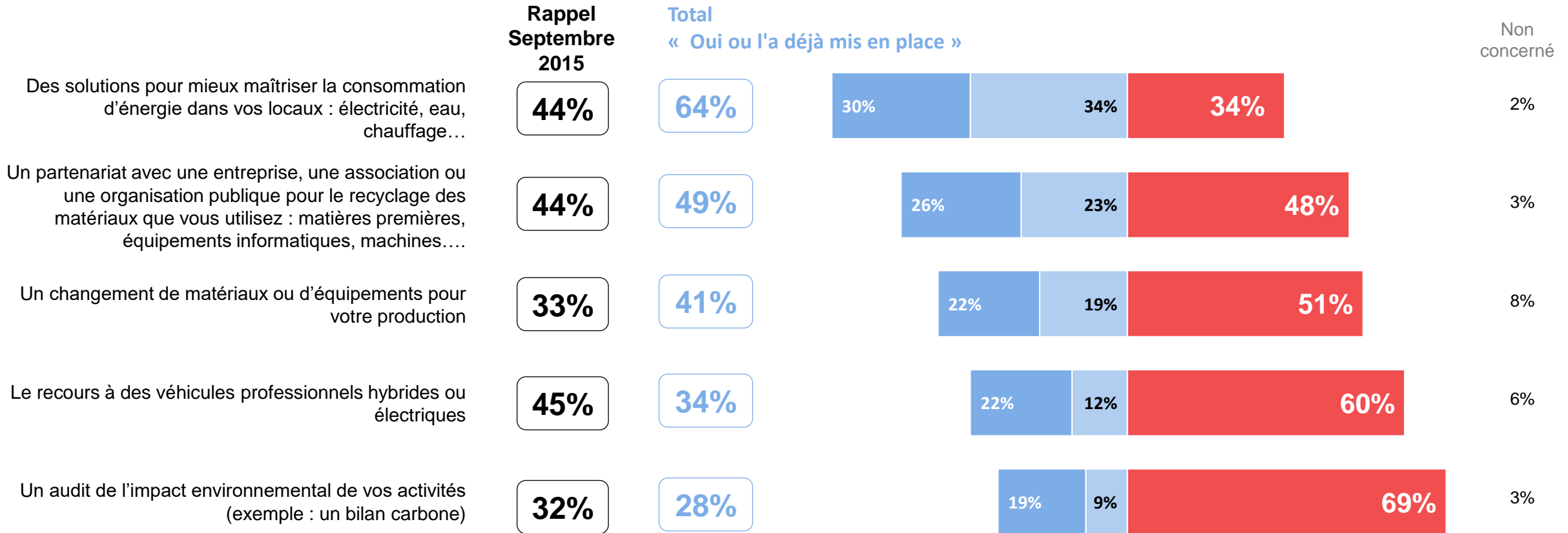
QUESTION : Diriez-vous que la prise en compte des problématiques environnementales et écologiques représente au sein de votre entreprise ?



■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout

La mise en place de différentes actions pour réduire l'impact des activités de l'entreprise sur l'environnement

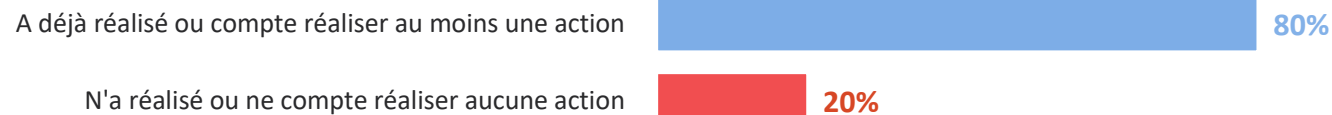
QUESTION : Afin de réduire l'impact négatif de vos activités sur l'environnement, seriez-vous prêt à mettre en place chacune des actions suivantes ?



■ Oui ■ Vous l'avez déjà mis en place ■ Non

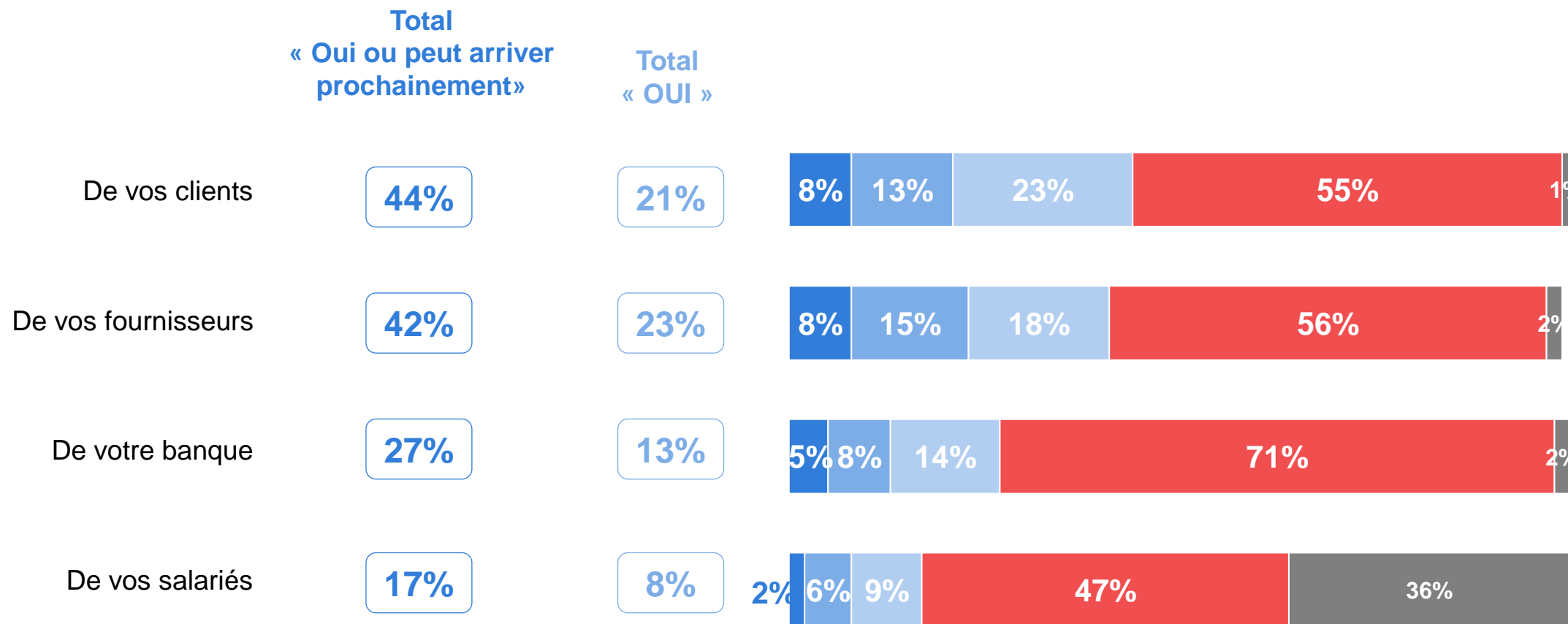


Récapitulatif



La pression de différents acteurs pour tenir compte des problématiques environnementales et écologiques

QUESTION : Vous arrive-t-il de ressentir des pressions des acteurs suivants pour tenir compte des problématiques environnementales et écologiques ?



■ Oui, depuis un certain temps
 ■ Oui, depuis peu
 ■ Non, mais vous presentez que cela peut arriver prochainement
 ■ Non et vous ne presentez pas que cela peut arriver prochainement
 ■ Non concerné(e)

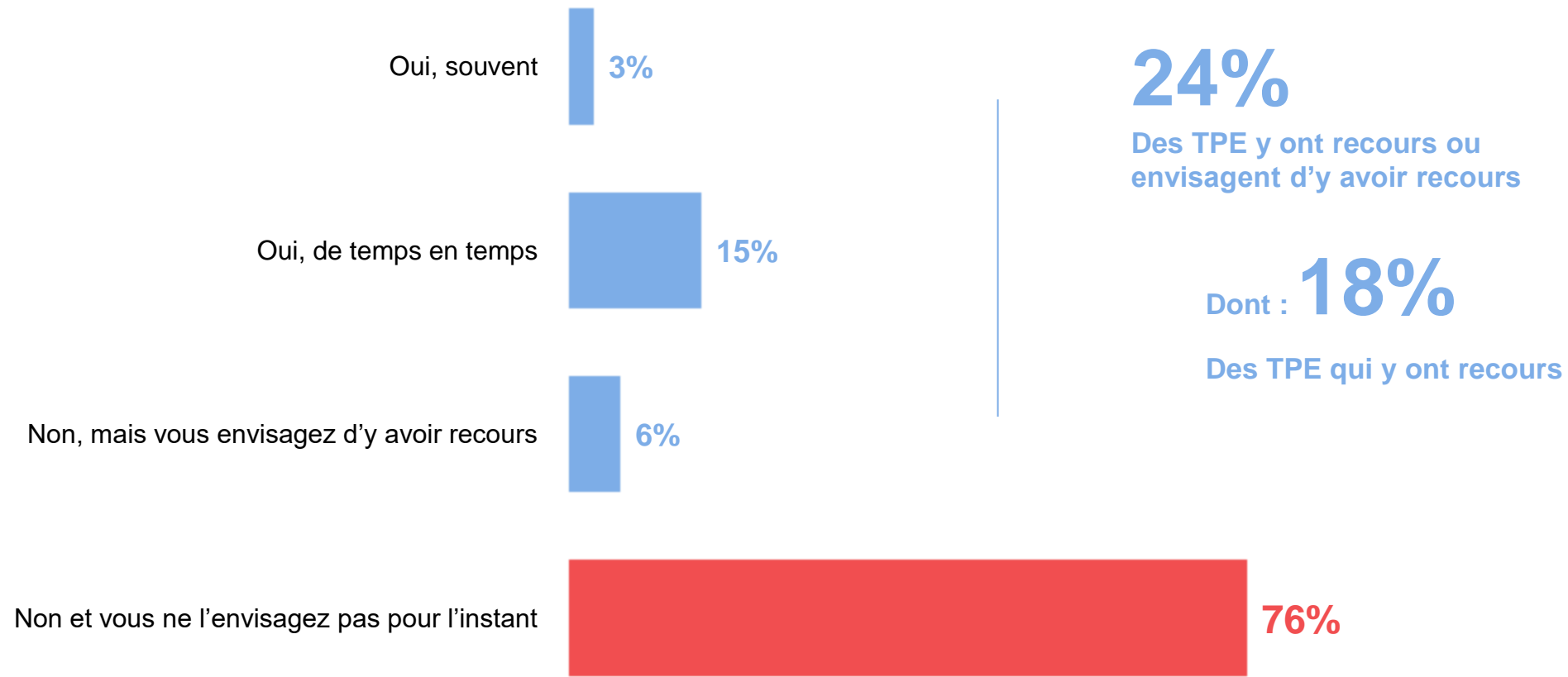
● B.4 ●

***Focus sur le recours et l'impact
des IA génératives***



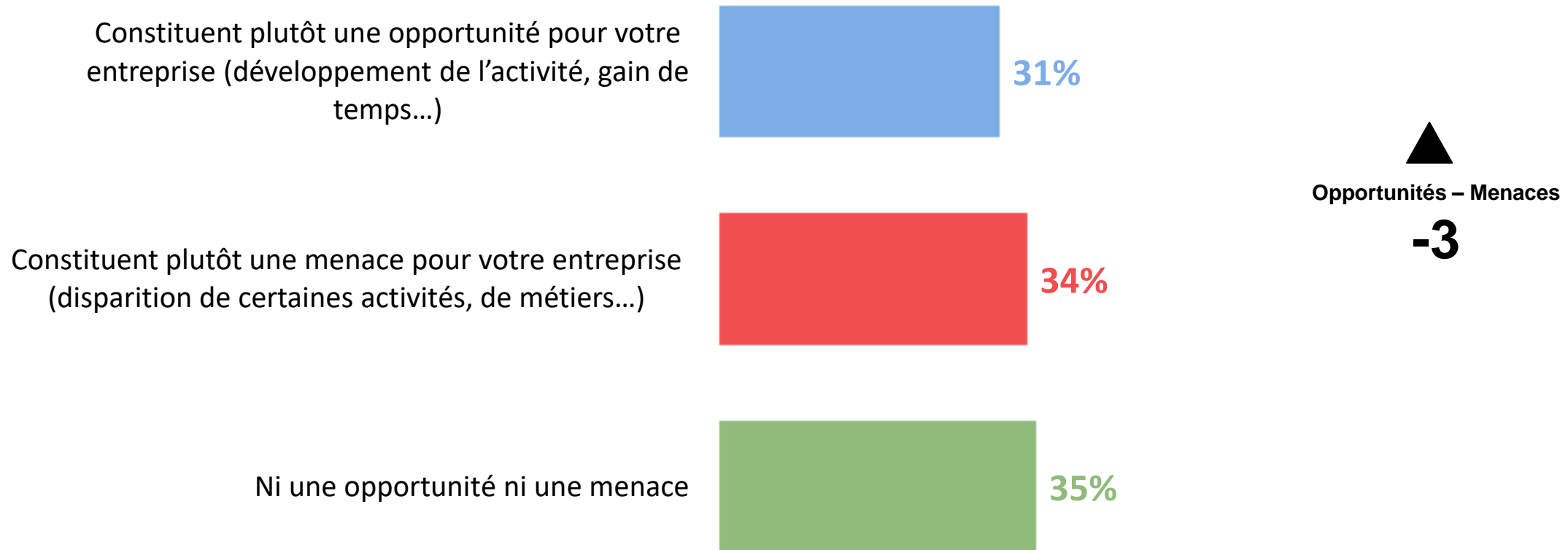
L'utilisation des IA génératives dans le cadre de l'activité de l'entreprise

QUESTION : Les IA génératives comme ChatGPT sont des intelligences artificielles permettant de générer des textes, des images, des vidéos ou des codes à partir d'une demande humaine. Avez-vous déjà utilisé, à titre personnel ou dans le cadre de l'activité de votre entreprise, des IA génératives ?



La perception des IA génératives comme opportunité ou menace

QUESTION : Diriez-vous que les IA génératives... ?



A blurred background image of a business meeting. In the foreground, a person's hands are holding a tablet displaying a financial report. The report includes a table, a bar chart, and a line graph. The text on the tablet is partially legible, showing 'Financial report', 'Graph chart', and 'Income statement'.

03

SYNTHÈSE

La confiance des dirigeants de TPE envers le climat économique national chute fortement, à rebours de l'optimisme qu'ils continuent à manifester pour leur activité. (1/2)

Le niveau de confiance envers les mesures économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement enregistre une chute impressionnante, en dépit du rebond observé lors de la vague précédente. Cet indicateur s'établit désormais à 27%, soit 14 points de moins qu'à la fin du deuxième trimestre 2023 (41%) et 7 points de moins qu'à la fin du premier trimestre (34%) alors que l'actualité politique et économique était fortement préemptée par la réforme des retraites à laquelle une majorité de patrons de TPE était opposée. Dans le détail, seuls 4% des interviewés ont « tout à fait confiance » (-1 point) alors qu'en miroir, parmi les dirigeants déclarant ne pas avoir confiance (73%), 39% n'ont « pas du tout confiance » (+4 points).

Fin juin 2023, le volontarisme affiché en matière de plein emploi (via notamment la création de France Travail) semblait constituer un cap plus fédérateur pour les patrons de TPE que celui de la longue séquence impopulaire sur l'allongement de la durée de travail. Mais il semble s'être rapidement estompé devant le sentiment d'impuissance que renvoie l'Exécutif pour enrayer la hausse des prix et celle des taux d'intérêt qui en découle, doublé de l'impression parfois donnée de naviguer à vue (comme l'illustrent récemment les annonces divergentes entre Emmanuel Macron et Elisabeth Borne pour atténuer la flambée des prix du carburant).

Sur le temps long, des scores plus bas ont certes déjà été observés dans ce Baromètre, principalement pendant le quinquennat de François Hollande. Toutefois, ce taux s'inscrit dans la moyenne basse des mesures effectuées lors des 20 dernières années.

Les dirigeants de TPE s'inscrivent dans les pas de la moyenne des Français. Une nette majorité de ces derniers rejettent en effet l'action d'Emmanuel Macron et celle d'Elisabeth Borne avec respectivement 69% et 67% de désapprobation (*Tableau de bord des personnalités Ifop / Fiducial pour Sud Radio, 31 août et 1^{er} septembre 2023*).

Au sein de cette défiance moyenne majoritaire (73%), des écarts sont observés, particulièrement selon les critères :

- **De chiffre d'affaires :** la proportion d'interviewés n'ayant pas confiance passe de 60% dans les structures dont le CA annuel dépasse un million d'Euros pour culminer à 81% dans celles dont le CA est compris entre 50 000 et 100 000 Euros ;
- **De secteur d'activité :** avec des niveaux de défiance s'étalant entre 63% dans les services aux entreprises à 82% dans l'industrie.

Dans des proportions similaires, seuls 26% des dirigeants de TPE manifestent leur optimisme envers le contexte général des affaires en France soit une baisse 9 points par rapport à la vague précédente et un retour à l'étiage observé à la fin du T1 2023 (24%). Le pessimisme est donc largement majoritaire (73%, et même 80% auprès des dirigeants du secteur BTP).

La confiance des dirigeants de TPE envers le climat économique national chute fortement, à rebours de l'optimisme qu'ils continuent à manifester pour leur activité. (2/2)

Or, à contre-courant de ces tendances baissières, s'agissant de leur propre activité, non seulement une majorité d'interviewés demeure optimiste (63%) mais surtout, cet indicateur progresse significativement d'une vague sur l'autre (+7 points). Ce taux n'avait jamais été atteint lors des mesures menées durant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Il enregistre son seuil le plus haut depuis 2007 et le début de la Présidence de Nicolas Sarkozy (66%). Dans le détail, les principaux écarts sont observés selon le secteur d'activité avec des niveaux d'optimisme s'échelonnant entre 58% dans le secteur du Commerce et 68% dans celui de l'Hôtellerie.

Si un décalage entre un pessimisme « de projection » à l'égard de l'état du pays et un optimisme « de constat » envers sa propre activité est fréquent, il est en revanche moins courant de constater à la fois une dynamique à la baisse et à la hausse. Plus largement, cet écart accru de perception entre le contexte politique et économique général et l'environnement professionnel proche semble révélateur de cette baisse de confiance continue envers les instances de représentation nationale. Les patrons de TPE, à l'instar de ce qui est constaté au sein de l'ensemble de la société limite de plus en plus leur confiance dans leur propre sphère d'influence. Il en résulte **une conviction d'être performant dans son activité non pas grâce à un contexte général favorable mais plutôt en dépit de celui-ci.**

Deux illustrations corroborent cet optimisme nettement partagé des dirigeants pour l'activité de leur entreprise.

- **La proportion de dirigeants estimant que leur entreprise a rencontré des difficultés financières diminue de façon continue depuis deux vagues.** Ils sont en effet à peine plus d'1/4 (27%) à déclarer ce trimestre que leur entreprise rencontre des difficultés financières, contre 39% en juin et 44% en mars 2023. De la même façon, seuls 13% rendent compte de difficultés financières très voire assez importantes, contre 18% en juin et 22% en mars. Autre fait rassurant sur la situation des TPE en France, parmi les dirigeants qui rencontrent des difficultés financières « assez » voire « très » importantes (13% de l'échantillon), 33% déclarent pouvoir être contraints de déposer le bilan ou de cesser leur activité, contre 43% en juin et 44% en mars 2023 (soit un écart à la baisse de -10 points). 14% envisagent de le faire d'ici à 6 mois, contre 21% en juin et 17% en mars.

Néanmoins, dans le détail, on observe des disparités en termes de situation financière en fonction de la taille d'entreprise et du secteur d'activité, là où une certaine homogénéisation des évolutions sur ces deux critères était visible lors de la précédente vague. Ainsi, les dirigeants d'entreprise de 1 à 2 salariés comme de 3 à 5 salariés déclarent être davantage touchés par ces difficultés financières « assez » voire « très » importantes, respectivement à hauteur de 38% et 34% (soit +11 points et +7 points par rapport à la moyenne). Les difficultés financières concerneraient également ce trimestre 30% des dirigeants d'entreprise du secteur de l'industrie, 31% de ceux des services aux entreprises 33% de ceux des services aux particuliers.

- **L'impact négatif de la hausse dans la durée des taux d'intérêt semble relativement limité. Seuls 7% des dirigeants déclarent en effet que leur entreprise a récemment renoncé à un emprunt en raison des taux d'intérêt actuels.** Ce taux atteint malgré tout à 15% dans les TPE de 10 à 19 salariés.

Le climat économique dans les TPE demeure plutôt propice à l'embauche bien que de façon un peu moins soutenue qu'au deuxième trimestre.

12% des dirigeants de TPE ont embauché ou prévoyaient d'embaucher du personnel au troisième trimestre 2023, une proportion en léger recul depuis début 2023 (-1 point par rapport au T2 et -3 points par rapport au T1). Ce score demeure logiquement très élastique à la taille de l'entreprise. Il s'établit ainsi à 26% dans les TPE de 3 à 5 salariés, progresse à 46% dans celles de 6 à 9 salariés et devient majoritaire (52%) dans les plus grandes (10 à 19 salariés). En parallèle, l'hôtellerie continue à s'illustrer comme le secteur le plus dynamique avec 15% d'embauche ou d'intentions d'embauche.

En miroir, 8% des TPE déclarent avoir supprimé un ou plusieurs postes lors du troisième trimestre 2023 (+1 point par rapport au deuxième trimestre) dont 21% de celles comprenant entre 6 et 9 salariés (au sein desquelles le différentiel entre création et suppression de postes reste malgré tout positif).

Il en résulte un différentiel positif de 4 points entre les embauches et les suppressions de postes contre 6 points au T2.

Enfin, à l'instar des deux vagues précédentes, 84% des TPE n'ont aucun poste vacant dans leur entreprise. Bien que toujours majoritaire, ce score tombe néanmoins à 56% dans les TPE de 10 à 19 salariés. En moyenne, comme aux deux premiers trimestres 2023, il existe 0,3 postes vacants par TPE, un taux qui culmine à 1,1 dans les plus grandes TPE.

Les enjeux de transition, écologique surtout mais aussi numérique, sont au cœur des préoccupations des TPE.

64% des TPE sont concernées par la transition écologique, un enjeu qui devance nettement les 4 autres testés. En outre, celle-ci constitue même un enjeu « très important » pour 27% des entreprises contre 17% pour qui elle n'est « pas du tout importante ». La prépondérance de cet enjeu croît selon la taille de l'entreprise, de 59% auprès de celles de 0 salarié à 83% auprès de celles de 10 à 19 salariés. Il existe également des spécificités sectorielles même si elles sont moins affirmées, le niveau d'importance s'étalant entre 51% dans l'Industrie à 70% dans les Services aux Entreprises et 71% dans l'Hôtellerie.

Mais au-delà des différences selon les catégories d'entreprises, il est également intéressant de constater que certaines catégories socio-démographiques de dirigeants se distinguent par un engagement plus affirmé. **C'est le cas des femmes (dont 74% estiment que cet enjeu est important contre 58% des hommes) et des jeunes dirigeants de moins de 35 ans (75% contre 59% des plus de 50 ans).**

Toujours en lien avec les problématiques environnementales, 52% des interviewés déclarent que la RSE représente actuellement un enjeu important pour leur entreprise. On y retrouve logiquement les mêmes particularités socio-démographiques et par catégories d'entreprise que pour la transition écologique.

De façon un peu moins prononcée mais malgré tout majoritaire, la transition numérique et la digitalisation des activités représente un enjeu important pour 55% des TPE (dont 20% « très important »).

Les résultats se distinguent par leur forte hétérogénéité, notamment sectorielle. Dit autrement, le niveau de maturité à l'égard du numérique est encore loin d'être identique selon le type d'activité des TPE. Il existe néanmoins une difficulté d'interprétation résidant dans le fait qu'estimer cet enjeu « pas important » peut tout aussi bien signifier qu'une entreprise s'est déjà engagée dans cette transition ou qu'elle ne l'a pas encore fait. Dans le détail, à peine 29% des entreprises du BTP considèrent que cet enjeu est important. Or ce taux grimpe à 47% dans le secteur de l'Industrie, à 52% dans la Santé, à 54% dans les Services aux Particuliers, à 56% dans l'Hôtellerie, à 61% dans les Services aux entreprises et à 70% dans le Commerce. A noter que les secteurs les plus concernés (Services, Hôtellerie, Commerce) sont également ceux où les activités de « Front Office » sont fortement représentées. Enfin, hormis les entreprises sans salarié, minoritaires à reconnaître l'importance de cet enjeu (47%), les scores sont assez homogènes selon les tailles d'entreprise.

Les enjeux RH de formation, recrutement, fidélisation et, à un degré moindre, de diversité concernent plus massivement les grandes TPE.

En moyenne respectivement 54% et 51% des entreprises soulignent l'importance des enjeux de formation ainsi que ceux de recrutement et fidélisation. Or cet enjeu est reconnu de façon quasi unanime dans les structures de plus de 10 salariés avec des taux s'établissant à 95% et 87%. **A un degré moindre, l'inclusion et la diversité sont jugées importantes pour 51% des TPE dont 41% de celles comprenant moins de 10 salariés et 73% de celles en employant plus de 10.**

Enfin, assez logiquement, les TPE sont moins concernées par le sujet de surface et de l'aménagement des bureaux, une minorité d'entre elles soulignant l'importance de cet enjeu (43%) dont 41% parmi les structures employant moins de 10 salariés et 58% parmi celles en employant plus de 10.

Qu'ils soient positifs ou négatifs, les jugements sont aujourd'hui beaucoup plus affirmés qu'en 2017 quant à l'opportunité de la transition numérique.

Désormais, seule une minorité de dirigeants de TPE adopte une position neutre, considérant que cette transition constitue « autant une opportunité qu'une menace » (48%) alors qu'ils étaient 59% à faire ce diagnostic lors de la dernière mesure en 2017. **Second enseignement, les dirigeants continuent à être plus nombreux à juger que cette transition représente « davantage d'opportunités que de menaces »** (31% aujourd'hui et 25% en 2017) que l'inverse (18% aujourd'hui et 14% en 2017). On retrouve dans la catégorie des patrons optimistes une sur représentation de personnes à la tête d'une TPE du Commerce (40% contre 21% dans l'industrie et 18% dans le BTP). Plusieurs enquêtes menées depuis 2020 par l'Ifop ont montré que la crise sanitaire et ses périodes de confinement ont constitué un catalyseur pour accélérer de digitalisation des petits commerces afin de pouvoir continuer leur l'activité, une pratique qui ne s'est pas arrêtée après.

Dans la hiérarchie des investissements numériques prioritaires, les équipements matériels devancent les compétences humaines.

52% des dirigeants estiment que des investissements vont être nécessaires dans les 5 prochaines années, que ce soit dans les équipements et outils de travail et dans les produits ou services. Plus en retrait, seule une minorité (46%) considère que ce sera le cas s'agissant des produits ou services.

Dans ces 3 domaines, les dirigeants de TPE des Services aux Entreprises sont plus nombreux à prévoir de investissements plus conséquents. En parallèle, 61% des structures de 6 à 9 salariés font ce constat pour ce qui est des équipements et outils de travail (contre 52% en moyenne) et 60% de celles de plus de 5 salariés concernant les produits ou services (contre 52% en moyenne). Sur une base comparable avec 2017, ces intentions sont stables à l'exception de celles ayant trait aux compétences humaines qui sont moins importantes.

Les intentions toujours conséquentes dans les équipements matériels peuvent s'expliquer par le fait que la digitalisation irrigue désormais l'ensemble des activités de l'entreprise, ses activités commerciales mais aussi ses activités de « back office » (RH, comptabilité...). A contrario, la moindre importance accordée aux investissements humains peut se comprendre par la prise en compte du postulat démographique que de plus en plus de collaborateurs sont « Digital Native », par nature à l'aise avec les outils numériques. Toutefois, cette moindre importance peut aussi être interprétée par le fait que le recrutement de spécialistes numériques ou les formations d'experts ne sont pas des priorités aux yeux des patrons.

L'impact de la transition numérique en matière de concurrence et d'innovation est surtout conséquent dans les TPE du Commerce.

Das des proportions proches de celles constatées en 2016, les dirigeants reconnaissant que la transition numérique a déjà eu des conséquences sur leur activité en matière de concurrence et d'innovation sont minoritaires. Ces perceptions sont toutefois majoritaires dans le secteur du Commerce. Dans le détail :

- 48% des interviewés reconnaissent que la transition numérique a déjà entraîné une augmentation de la concurrence par les prix au sein de leur secteur (-1 point par rapport à 2016), dont 59% des dirigeants évoluant dans le Commerce.
- 46% des interviewés reconnaissent que la transition numérique a déjà entraîné l'arrivée de nouveaux concurrents sur leur secteur (+4 points par rapport à 2016), dont 52% des dirigeants évoluant dans le Commerce.
- 44% des interviewés reconnaissent que la transition numérique a déjà entraîné un accroissement de l'innovation au sein de leur secteur (-5 points par rapport à 2016), dont 62% des dirigeants évoluant dans le Commerce.
- 42% des interviewés reconnaissent que la transition numérique a déjà entraîné un accroissement de l'innovation au sein de leur entreprise (+3 points par rapport à 2016), dont 54% des dirigeants évoluant dans le Commerce.

Comme nous l'avons déjà constaté, la digitalisation plus récente des activités dans ce secteur peut expliquer que cet impact soit davantage ressenti.

Si beaucoup de TPE sont concernées par les enjeux de la transition écologique, le volontarisme des patrons pour agir en matière environnementale apparaît pour l'heure relativement limité. (1/2)

Sur le plan personnel, l'enjeu environnemental demeure important aux yeux d'une nette majorité de dirigeants (72%), même s'il est partagé de manière moins unanime qu'en 2015 et que son caractère urgent est moins prégnant. Ils sont en effet 32% à considérer les problématiques environnementales et écologiques comme un « enjeu urgent nécessitant des réformes immédiates des modes de production et de consommation » alors qu'ils étaient 42% en 2015, soit une baisse de 10 points qui interroge dans un contexte de réchauffement climatique de plus en plus récurrent dans le débat public d'aujourd'hui par rapport à 2015. 40% considèrent par ailleurs qu'il s'agit d'un « enjeu important pour les générations futures nécessitant des évolutions des modes de vie sur le long terme », contre 52% en 2015 (-12 points). En contrepartie, la proportion de dirigeants pour qui il s'agit d'un « enjeu mineur nécessitant uniquement des adaptations légères des modes de vie » progresse, atteignant désormais 27% de l'échantillon, contre 6% en 2015.

Plus largement, ces évolutions s'inscrivent dans un contexte d'inflation généralisée et durable, où l'articulation du débat entre « fin du monde » et « fin du mois » est susceptible de reléguer la crise climatique et les enjeux environnementaux au second plan des priorités par rapport aux préoccupations économiques. Concernant plus précisément les dirigeants de TPE, la proximité politique polarise les opinions sur cette question, le caractère urgent des problématiques environnementales et écologiques étant nettement plus souligné par les interviewés proches des formations de gauche que par ceux proches des autres formations ou sans proximité partisane. Cela peut constituer un facteur d'explication des difficultés à obtenir un consensus sur le sujet, qui serait de nature à renforcer un volontarisme global.

Sur le plan professionnel, les enjeux environnementaux et écologiques sont davantage perçus comme des contraintes plutôt que comme des opportunités. Une majorité de dirigeants estiment en effet que la prise en compte de ces enjeux au sein de leur entreprise pourrait entraîner des surcoûts de production qui réduisent leurs marges (54%) et des contraintes administratives supplémentaires (54%). Le premier score enregistre d'ailleurs une progression de 14 points par rapport à 2015 tandis que le second augmente de 2 points. A l'inverse, une minorité de dirigeants (38%) entrevoient les enjeux environnementaux et écologiques comme des opportunités de développement de leur activité auprès de leurs clients actuels ou de nouveaux segments de marché (+2 points), et 35% considèrent ces enjeux comme faisant peser un risque pour la pérennisation de leurs activités (nouvel item posé en 2023).

Si beaucoup de TPE sont concernées par les enjeux de la transition écologique, le volontarisme des patrons pour agir en matière environnementale apparaît pour l'heure relativement limité. (2/2)

De surcroît, les dirigeants de TPE ne ressentent pas de pression massive de la part de leur écosystème pour tenir compte des problématiques environnementales. Dans le détail, seuls 2 interviewés sur 10 déclarent ressentir des pressions de la part de leurs fournisseurs (23%) et de leurs clients (21%) pour tenir compte des problématiques environnementales et écologiques au sein de leur activité. De façon encore plus minoritaire, 13% déclarent ressentir ces pressions de la part de leur banque, et 8% de la part de leurs salariés. En revanche, bien qu'ils demeurent minoritaires, l'ensemble des scores se trouve quasiment doublés si l'on considère que ces pressions « peuvent arriver prochainement » de la part de ces différents acteurs.

Dans le détail, les dirigeants du commerce et de l'hôtellerie sont les plus représentés parmi ceux qui rendent compte de pressions de la part de leurs clients pour tenir compte de ces enjeux (respectivement 33% et 25% contre 21% en moyenne). De leur côté, les dirigeants du BTP sont davantage pressurisés par leurs fournisseurs, ce qui peut s'expliquer au regard des nouvelles réglementations environnementales concernant l'approvisionnement et la qualité des matières premières (29% contre 23% en moyenne). Enfin, les patrons de TPE des secteurs des services aux entreprises et aux particuliers sont ceux qui ressentent le plus de pressions de la part de leurs salariés (respectivement 14% et 12% contre 8% en moyenne).

Dans cette logique, pour réduire l'impact des activités de l'entreprise sur l'environnement, parmi différentes actions présentées, seule la maîtrise en interne de la consommation d'énergie est susceptible de mobiliser une majorité de dirigeants. Près des 2/3 des dirigeants interrogés (64%) seraient en effet prêts à mettre en place des solutions pour mieux maîtriser leur consommation d'énergie – un score qui, dans un contexte de crise énergétique sans précédent, enregistre une hausse de 20 points par rapport à 2015. **Le reste des actions proposées ne mobiliseraient en revanche qu'une minorité de patrons de TPE et enregistrent des évolutions disparates par rapport à 2015.**

Parmi les actions en progrès :

- 49% des dirigeants seraient prêts à instaurer un partenariat avec une entreprise, une association ou une organisation publique pour le recyclage des matériaux utilisés (+5 points par rapport à 2015) ;
- 41% seraient prêts à changer de matériaux ou d'équipements de production (+8 points) ;

Parmi les actions en recul :

- 34% seraient prêts à recourir à des véhicules professionnels hybrides ou électriques (-9 points) ;
- 28% seraient prêts à réaliser un audit de l'impact environnemental de leurs activités (comme un bilan carbone (-4 points).

Finalement, ce sont 80% des dirigeants de TPE qui déclarent avoir déjà réalisé ou réaliser prochainement au moins une action pour réduire l'impact des activités de l'entreprise sur l'environnement, un score toutefois largement porté par la maîtrise de la consommation d'énergie. Dans le détail, les dirigeants d'entreprise des secteurs du BTP, du Commerce et de l'Hôtellerie sont les plus représentés parmi ceux ayant ou comptant réaliser au moins une action (respectivement 86%, 91% et 85%) tandis que les patrons d'entreprise du secteur de l'industrie et des services aux entreprises sont nettement sous-représentés (respectivement 69% et 73%).

Peu de dirigeants de TPE sont concernés par l'utilisation des IA génératives à titre personnel ou bien dans le cadre de leur activité, tandis que les avis sont partagés sur leur bienfondé.

18% des dirigeants de TPE déclarent avoir recours aux intelligences artificielles génératives, que ce soit dans le travail ou dans le cadre privé. Seuls 3% y ont « souvent » recours contre 15% « de temps en temps ». 6% n'y ont pas recours mais l'envisagent tandis que l'immense majorité (76%) n'y a pas recours et ne l'envisage pas pour le moment. **On observe dans le détail des disparités sectorielles importantes dans l'utilisation de ces IA :** les dirigeants de TPE du secteur de l'Hôtellerie, du BTP, des Services aux Particuliers et de l'Industrie sont sous-représentés parmi les utilisateurs (respectivement à hauteur de 7%, 12%, 15% et 15%). A l'inverse, l'outil séduit davantage les patrons des secteurs du Commerce (20%), des Services aux Entreprises (23%) et surtout de la Santé et Action Sociale (28%, soit +10 points par rapport à la moyenne).

Interrogés dans un second temps sur leur perception des IA génératives, les patrons de TPE se montrent particulièrement divisés sur la question. Alors que 31% les considèrent comme une opportunité pour leur entreprise (développement de l'activité, gain de temps...), une proportion proche (34%) les entendent comme une menace (disparition de certaines activités ou de métiers). Enfin, dans un étiage similaire, 35% qui ne les envisagent ni comme une opportunité ni comme une menace.

Dans le détail, les avis sont homogènes selon la taille d'entreprise. Toutefois, signe d'une absence d'expérience décevante dans la mesure où ils y ont davantage recours, les patrons des secteurs des Services aux Entreprises et de la Santé et Action Sociale se montrent davantage séduits par les opportunités que représentent les IA (respectivement à hauteur de 39% et 37%). Inversement, les patrons de l'Industrie et de l'Hôtellerie, qui y ont moins recours, sont sur-représentés parmi ceux qui les entendent sous l'angle d'une menace pour leur activité.